

Étude du cep

No 2 | 2024

13 février 2024

Résister à la diffusion des IA ou l'accompagner ?

Réinventer l'idée d'un revenu de base universel à l'ère de l'IA générative

Anselm Küsters et Eleonora Poli



Source : Figure générée par DALL-E 3 via ChatGPT avec sa propre

Le débat traditionnel sur le revenu de base universel (RBU) s'est embourbé dans des préoccupations relatives à sa faisabilité financière et au chômage technologique. À une époque où l'intelligence artificielle générative (IA) représente un tournant décisif, il est toutefois nécessaire de reconceptualiser le RBU non pas comme un mécanisme de garantie inconditionnelle ou de redistribution des revenus, mais plutôt comme un outil collectif permettant d'autonomiser stratégiquement la main d'œuvre, de soutenir les dépenses de consommation et de stimuler l'apprentissage tout au long de la vie afin de garantir la résilience de la société dans les périodes de fragilité.

- ▶ Si l'IA générative est susceptible de modifier la qualité de la plupart des emplois, au moins 10 % des professions dans les régions riches sont exposées à un risque élevé de déplacement, ce qui pourrait concerner 20 millions de personnes en Europe. Les emplois créatifs et hautement qualifiés sont vulnérables aux perturbations, ce qui suscite des inquiétudes quant à une explosion potentielle du mécontentement social.
- ▶ Les expériences existantes en matière d'intelligence artificielle ont laissé entrevoir un certain nombre de résultats positifs. Cependant, une grande incertitude demeure quant à l'influence à long terme de ces incitations, car l'IA pourrait atténuer dans une certaine mesure la pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui se profile à l'horizon. En outre, le RBU traditionnel n'est pas une solution universelle, en particulier dans le cas de l'Union européenne qui dispose d'un système diversifié de politiques sociales.
- ▶ Au-delà de la viabilité financière et politique de ces régimes, il est nécessaire de réfléchir à de nouveaux modèles de politique sociale pour répondre à l'évolution des besoins sociaux et économiques face aux changements exponentiels qui affectent l'organisation des entreprises, l'importance de l'éducation et la flexibilité des marchés du travail. Dans ce contexte, les systèmes de type RBU pourraient être considérés comme une mesure collective de partage des risques, financée par les gains de productivité générés par l'IA, afin d'améliorer ou de requalifier les compétences de ses « professionnels des données ».

Contenu

1	Introduction : Du chômage technologique à l'autonomisation des personnes	3
2	Avantages et inconvénients du RBU.....	4
3	L'intersection du RBU et de l'IA.....	7
4	Le RBU dans l'UE	19
4.1	Initiatives de l'UE et expériences des États membres.....	20
4.2	Comment financer le RBU dans l'UE ?	24
5	Conclusion : Naviguer en période de fragilité	28

Données

Fig. 1:	Augmentations récentes de la taille de la fenêtre contextuelle du LLM.....	15
Fig. 2:	Exposition des Européens à la technologie de l'IA en fonction de leur niveau d'éducation	16

Tableaux

Tab. 1:	Estimations de l'impact probable de l'IA générative sur les marchés du travail.....	12
Tab. 2:	Exemples d'initiatives et de politiques sociales des États membres en matière de RBI	22
Tab. 3:	Estimation du coût total d'un système de RBU à l'échelle européenne	26

1 Introduction : du chômage technologique à l'autonomisation des personnes

À la lumière des avancées significatives de l'intelligence artificielle (IA), telles que l'éminent chatbot ChatGPT d'OpenAI ou le modèle de génération d'images Stable Diffusion de Stability AI, le débat autour du revenu de base universel (RBU) doit évoluer et s'adapter. Les débats traditionnels, souvent centrés sur le rôle du RBU pour répondre aux craintes du chômage technologique¹ et redistribuer les revenus,² sont maintenant éclipsés par la **nécessité de s'adapter aux changements radicaux que l'IA générative apporte à la main-d'œuvre**. Il est donc nécessaire de changer de perspective et de considérer des versions plus pragmatiques du revenu de base universel comme un outil stratégique permettant d'autonomiser la nouvelle catégorie des *data workers* ou « professionnels des données », de soutenir les dépenses de consommation et de renforcer la résilience de la société pendant les périodes d'instabilité politique et économique. En ce sens, le revenu de base peut être considéré comme une **mesure optimale** (financée par l'impôt) de **partage des risques collectifs**, car il permet de déployer l'IA aussi rapidement que possible sans mécontentement social et entraîne moins de distorsions économiques que l'imposition des robots.

La proposition au cœur du RBU est d'une simplicité trompeuse : chaque citoyen a droit à un revenu de base, indépendamment de sa situation financière ou de ses obligations réciproques. Cette notion, bien qu'ayant de nombreux précédents historiques³, a pris de l'ampleur ces dernières années, comme l'illustrent les expériences menées dans des pays tels que la Finlande ou l'Espagne⁴. L'idée centrale est que le RBU pourrait servir de pivot à la reconfiguration des structures sociétales et des paradigmes économiques pour s'aligner sur un avenir qui se numérise rapidement ou, dans la terminologie actuelle, pour accroître la résilience de la société⁵. Compte tenu de la tendance exponentielle actuelle au développement de l'IA générative, qui surprend même les praticiens⁶, et de son impact probable sur le marché du travail, **l'idée du RBU mérite une attention renouvelée et doit être explorée sous un nouvel angle**.

L'impact probable de l'IA sur l'économie **impose de repenser de nombreuses catégories économiques qui sous-tendent nos modèles occidentaux de capitalisme**. Plus important encore, il s'agit de décider ce qui est ou n'est pas du travail, une question qui a une longue et ignominieuse histoire⁷. À cet égard, dans le cadre des négociations en cours au sujet de la loi européenne sur l'IA, les législateurs de centre-

¹ Selon une méta-analyse de plus de 1 000 articles de journaux de langue anglaise relatifs à l'IA, le risque de perte d'emplois domine le discours public. Tanner, J. / Bryden, J. (2023), Framing AI : Beyond Risk and Regulation, [Rootcause](#), p. 16.

² Depuis l'émergence des gardiens de la Big Tech et la spirale de la concentration des richesses à l'ère numérique, le concept du RBU est promu comme une solution potentielle aux inégalités de distribution par un large éventail d'acteurs hétérogènes. Voir, par exemple Chambre des Lords du Royaume-Uni, Select Committee on Artificial Intelligence, "AI in the UK : ready, willing and able ?", Report of Session 2017-19, p. 84 et suivantes ; CNUCED (2019), Rapport sur l'économie numérique, p. 146.

³ Diverses formes de ce concept ont été proposées depuis le 18^e siècle. Bien que sceptique à l'égard des interférences du marché, même Hayek a soutenu un revenu de base universel. Bowles, Samuel, Alan Kirman et Rajiv Sethi. 2017. "Rétrospectives : Friedrich Hayek et l'algorithme du marché". *Journal of Economic Perspectives*, 31 (3) : 215-30, ici : p. 216, fn. 1.

⁴ Sodha, S. (2017), [Is Finland's Basic Universal Income a Solution to Automation, Fewer Jobs and Lower Wages](#), The Guardian (19 février).

⁵ Van Parijs, P. (2004), "Basic Income : Une idée simple et puissante pour le XXI^e siècle", *Politics & Society* 32(1), pp. 7-39.

⁶ Selon une enquête à grande échelle menée auprès des meilleurs chercheurs en IA et publiée au début de l'année 2024, le rythme des progrès de l'IA s'est considérablement accéléré. Katja Grace, Harlan Stewart, Julia Fabienne Sandkühler, Stephen Thomas, Ben Weinstein-Raun, Jan Brauner (2024), [Thousands of AI Authors on the Future of AI \(arxiv.org\)](#).

⁷ Daub, A. (2020), *That Tech Calls Thinking*, New York : FSG Originals, p. 50.

gauche du Parlement européen ont demandé des mesures nationales pour protéger les droits des travailleurs en cas d'utilisation de systèmes d'IA et exigent que les représentants des travailleurs soient consultés avant qu'un modèle d'IA ne soit déployé sur le lieu de travail⁸. Toutefois, cette question n'est pas l'apanage des politiciens de gauche. En Italie, l'actuel Première ministre Giorgia Meloni, qui dirige un gouvernement de coalition de droite, a annoncé que l'Italie accueillerait une conférence internationale sur l'IA pendant sa présidence du G7, réunissant des praticiens, des entrepreneurs, des représentants du gouvernement et des universitaires pour discuter des initiatives et des politiques qui pourraient aider l'IA générative et les futures formes d'IA à soutenir, plutôt qu'à remplacer, les travailleurs⁹.

À la lumière de ce contexte, cette note politique examine les avantages et les inconvénients de l'introduction du RBU (section 2) et soutient que le RBU pourrait être, avec le recyclage et la requalification de la main-d'œuvre, un élément nécessaire pour faire face à un avenir économique fortement façonné par les modèles d'IA (section 3). Sur cette base, nous fournissons quelques exemples d'expériences sur des tentatives de RBU à travers l'Europe et discutons de la manière dont les systèmes de RBU pourraient être efficacement mis en œuvre au sein de l'UE, à la fois sur le plan juridique et financier (section 4). Enfin, dans la conclusion, nous combinons notre analyse théorique avec certains des exemples pratiques pour fournir quelques recommandations politiques sur la possibilité et la manière dont le RBU pourrait être mis en place en Europe (section 5).

2 Avantages et inconvénients du RBU

Qu'est-ce que le revenu de base universel ? Dans la perspective d'une redistribution équitable des avantages découlant de l'intelligence artificielle (IA) et de l'automatisation, le revenu de base universel a souvent été présenté comme une solution potentielle au cours des deux dernières années. La définition standard dans la littérature est la suivante : « Un revenu de base est un revenu inconditionnel versé par l'État à chaque membre de la communauté, sur une base individuelle, indépendamment des revenus provenant d'autres sources et sans obligation de travailler¹⁰. » À cet égard, le revenu universel diffère des autres sources d'aide sociale actuellement appliquées en Europe, qui dépendent essentiellement des conditions sociales et économiques individuelles. En substance, le RBU peut être considéré comme une évolution des politiques d'aide sociale traditionnelles, car il préconise le versement par le gouvernement d'une allocation financière mensuelle standardisée à chaque citoyen, indépendamment de sa situation professionnelle. Cette allocation remplacerait, en totalité ou en grande partie, les autres prestations sociales existantes. Les différents modèles de revenu universel, qui vont du revenu universel intégral à l'impôt négatif sur le revenu ou au revenu dit de participation, ont leurs propres forces et faiblesses, dont nous faisons abstraction ici au profit d'une discussion plus générale¹¹.

Différents secteurs défendent la mise en œuvre du RBU, chacun étant motivé par des objectifs différents. Pour les personnes qui dépendent de l'aide sociale, le RBU représente une libération des processus bureaucratiques et souvent stigmatisants qui caractérisent les systèmes d'aide sociale traditionnels. La flexibilité et l'autonomie accrues facilitées par le RBU sont considérées comme des

⁸ Weatherald, Nathalie (2023), AI Act : EU countries mull options on fundamental rights, sustainability, workplace use, Euractiv (en ligne).

⁹ Pascale, F. (2023), [Rom : Les organisateurs de la conférence internationale de la KI dans le courant de l'année - EURACTIV.de](#).

¹⁰ Simon Birnbaum, "Basic Income", dans *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, par Simon Birnbaum (Oxford University Press, 2016), <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.116>.

¹¹ Pour une comparaison détaillée, voir : Kela (2016), From idea to experiment, Report on universal basic income experiment in Finland, Working papers 106, pp. 53ff.

catalyseurs de l'innovation, permettant aux individus de naviguer entre diverses formes d'emploi, de soins, de bénévolat et de poursuite d'activités artistiques. Du point de vue ordolibéral moderne, le fait de délier les systèmes de protection sociale des modèles traditionnels de travail et de famille par le biais de propositions de revenu de base universel promet une voie vers le développement d'un « programme émancipatoire » qui englobe les développements sociaux, économiques et culturels de l'ère numérique et cherche à les « reconnecter aux valeurs de la liberté et de l'autonomie »¹². En fait, les ordolibéraux modernes notent que l'introduction d'un revenu de base *conditionnel*, c'est-à-dire que toute personne dans une société donnée a le droit de recevoir la somme X mensuellement comme revenu de base si et seulement si elle ne gagne pas déjà plus de Y, serait « normativement attrayante et cohérente avec les principes néolibéraux fondamentaux »¹³.

Dans les cercles libertariens et conservateurs, le RBU est célébré pour son potentiel de rationalisation des bureaucraties de l'aide sociale, engendrant une efficacité économique accrue¹⁴. Cette perspective postule que la réduction des redondances administratives pourrait libérer des fonds qui pourraient alors être réaffectés au financement du RBU. Par exemple, le système actuel de taxation et de transfert, très complexe, génère des coûts administratifs importants, en plus de l'insécurité, du stress et de la stigmatisation dont souffrent souvent les bénéficiaires de prestations en raison du suivi de leur recherche d'emploi et de leurs relations familiales. Ces inconvénients font que tous les bénéficiaires ne font pas valoir leur droit aux prestations¹⁵. L'une des conséquences est la diminution potentielle de la capacité de l'État-providence à répondre aux besoins des personnes confrontées à des crises financières aiguës, telles que les maladies de longue durée.

Enfin, dans un contexte d'entreprise, le RBU est présenté comme un mécanisme permettant aux entreprises de naviguer sur les terrains mouvants de la formation et du développement des employés dans le contexte des avancées technologiques. Cela suggère que les entreprises, dans le cadre du RBU, pourraient trouver économiquement viable d'investir de manière plus significative dans des solutions technologiques, potentiellement basées sur l'IA, plutôt que dans le perfectionnement continu de leurs employés, un aspect qui pourrait se répercuter avec l'augmentation du chômage technologique. Du côté des entreprises, il y a également des arguments plus spécifiques à faire valoir en ce qui concerne la production et la consommation à l'ère numérique, que nous examinons en détail dans la section 3. Suite à l'introduction du RBU, les entreprises technologiques pourraient utiliser des données personnelles, voire privées, sur une base juridiquement sûre, afin de développer de nouveaux produits, services et offres qui ouvriraient de nouvelles voies de revenus.

Entre-temps, **diverses préoccupations ont été soulevées concernant la mise en œuvre d'un RBU**. Tout d'abord, une perspective opposée souligne souvent la valeur intrinsèque du travail au-delà de la compensation monétaire. Selon ce point de vue, le travail procure aux individus un sens profond et un but, éléments qui sont essentiels à l'épanouissement personnel et à la contribution sociétale. Ces aspects vitaux, affirme-t-on, ne peuvent être suffisamment remplacés ou traités par la simple fourniture d'une assistance financière inconditionnelle ou de paiements en espèces. De même, la mise en œuvre du RBU pourrait également rendre difficile l'engagement des demandeurs d'emploi dans des politiques

¹² Dekker (2019), Is There an Agenda of Neoliberal Emancipation, *Journal of Contextual Economics* 139 (2019) 2 - 4, p. 221.

¹³ Lachezar Grudev, Le progrès technologique dans la pensée de F. A. Hayek : Les trois messages de Hayek, p. 13.

¹⁴ Voir, par exemple, la discussion sur le RBU sous la forme de la proposition COST par : Eric A. Posner et E. Glen Weyl (2018), *Radical Markets Uprooting Capitalism and Democracy for a Just Society*, Princeton University Press.

¹⁵ Atkinson, Anthony B. (2011) : "Le revenu de base : Éthique, statistiques et économie", https://www.nuff.ox.ac.uk/users/atkinson/Basic_Income%20Luxembourg%20April%202011.pdf.

actives du marché du travail, étant donné que le lien entre les prestations et la recherche active d'un emploi pourrait être affaibli. Pour certains penseurs sociaux-démocrates, la mise en œuvre réussie d'un revenu de base « nécessitera une intervention plus large et plus radicale dans l'économie » ainsi que dans les sociétés pour changer la façon dont le travail et les compensations monétaires sont conçus et liés¹⁶.

En outre, le RBU pourrait exercer une pression à la baisse sur les salaires, car les employeurs pourraient réduire les salaires, en supposant que les gens reçoivent déjà un revenu de base. Par définition, le RBU entraînerait des inefficacités dans le ciblage, suggérant que les riches pourraient en bénéficier de manière disproportionnée, en récupérant ce qu'ils paient. Les coûts budgétaires élevés sont également une préoccupation, associés au fait que le RBU ne sert pas de stabilisateur économique automatique au cours des différents cycles économiques. En particulier, les prestations inconditionnelles telles que le RMI pourraient ne pas être intrinsèquement anticycliques. Il deviendra de plus en plus urgent et difficile d'assurer le financement du RBU, d'autant plus qu'il incitera probablement à la réduction du temps de travail, la diminution de la croissance et l'abandon de la dépendance à l'égard des salaires¹⁷. Comme l'économie connaît une diminution du nombre d'heures de travail et de la proportion des salaires dans les revenus, les revenus du travail disponibles pour l'imposition diminuent en conséquence. Il est donc nécessaire d'explorer d'autres voies de financement que la dépendance conventionnelle à l'égard des taxes sur le travail et le financement axé sur la croissance dont dépendent généralement les États industriels modernes¹⁸.

Sur la base de ces points, les critiques ont fait valoir le fait qu'envisager une approche aussi transformatrice que l'introduction du RBU pourrait être précipité à ce stade. Par exemple, Michael Tanner souligne qu'il existe « de sérieux compromis entre le coût, la simplicité et la structure d'incitation », affirme qu'« il y a tout simplement trop de questions sans réponse pour se précipiter sur un tel plan [l'introduction du RBU] », et conclut que les décideurs politiques devraient poursuivre des « étapes progressives », telles que la consolidation des programmes d'aide sociale existants¹⁹. Cette conclusion est étayée par une évaluation théorique récente publiée dans l'ARE, qui adopte une perspective dynamique et prédit que le RBU entraînerait d'importantes pertes de bien-être dans un modèle d'équilibre général avec des marchés de capitaux imparfaits, des chocs sur le marché du travail et des liens intergénérationnels par le biais de la formation des compétences et des transferts²⁰. Dans l'ensemble, ces voix critiques appellent à une évaluation nuancée et à davantage de recherche avant de procéder à des changements politiques significatifs.

¹⁶ Voir, par exemple : <https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2017/09/07/why-a-basic-income-alone-will-not-be-a-panacea-to-social-insecurity/>.

¹⁷ Même si les hypothèses spécifiques des évaluations scientifiques varient, on peut s'attendre à ce que l'introduction d'un RBI entraîne les réactions suivantes : Une réduction du chômage, une sortie du marché du travail des personnes ayant de faibles perspectives d'emploi, une diminution des heures travaillées et une baisse des niveaux de salaire. Voir : Luke Haywood (2014), *Bedingungsloses Grundeinkommen : eine ökonomische Perspektive*, DIW Roundup 33, https://www.diw.de/de/diw_01.c.479937.de/publikationen/roundup/2014_0033/bedingungsloses_grundeinkommen__eine_oekonomische_perspektive.html.

¹⁸ Voir le modèle et la discussion dans : Pitts, F. H., Lombardozzi, L., & Warner, N. (2017, avril). *Au-delà du revenu de base : Surmonter la crise de la social-démocratie ?* Document présenté au groupe de travail sur le revenu de base, soutenu par le Réseau des jeunes universitaires de la FEPS et le Renner Institut.

¹⁹ Tanner, M. (2015), *The Pros and Cons of a Guaranteed National Income*, Policy Analysis 773, Cato Institute (12 mai).

²⁰ Daruich, Diego, et Raquel Fernández. 2024. "Revenu de base universel : A Dynamic Assessment". *American Economic Review*, 114 (1) : 38-88.

En Allemagne et en Italie, toute discussion sur le revenu universel semble désormais prématurée. En Italie, le régime de revenu social (*Reddito di Cittadinanza*) introduit par le Mouvement 5 étoiles en 2019 vient d'être annulé par le gouvernement actuel, car il a apparemment conduit à des pratiques d'aléa moral, certains citoyens recevant des subventions de l'État tout en travaillant sur le marché noir. De même, en Allemagne, le *Bürgergeld*, ou revenu citoyen (voir section 4.1 ci-dessous), et son effet sur les incitations au travail font l'objet d'un débat animé. Le revenu citoyen, introduit par la coalition dite « en feu tricolore », a été fortement critiqué, car on craint que des prestations sociales excessives ne réduisent les incitations au travail : selon les critiques, l'écart salarial ne serait plus maintenu, il y aurait trop peu de sanctions et l'obligation de coopérer serait trop faible²¹. Cependant, alors que de nombreux exemples anecdotiques ont été publiés dans les médias, une étude de l'institut ifo a montré que « malgré l'augmentation significative des taux standard du revenu des citoyens, il existe toujours un écart salarial notable » (traduction propre)²². L'étude, qui a analysé les incitations au travail pour des constellations de ménages sélectionnées à l'aide d'un modèle de microsimulation, montre clairement qu'en dépit de l'augmentation significative des taux standard du *Bürgergeld*, il existe toujours un écart salarial notable. Néanmoins, il est important de continuer à considérer l'aspect des incitations au travail dans notre appel ultérieur à une discussion sur certaines formes de RBU à l'ère de l'IA (voir ci-dessous). En effet, même les auteurs de l'étude de l'ifo mentionnée ci-dessus demandent que les incitations au travail soient renforcées afin de développer l'emploi existant.

Bien que bon nombre des préoccupations susmentionnées soient raisonnables, il est important de souligner qu'elles constituent également la base des critiques courantes des systèmes de protection sociale existants, ce qui suggère que les coûts et les avantages pratiques du RBU peuvent varier d'un pays à l'autre et nécessitent une évaluation empirique. Heureusement, une telle étude empirique a été menée par l'OCDE²³. Les auteurs constatent que pour que le RBU soit budgétairement neutre pour les personnes n'ayant pas atteint l'âge normal de la retraite, il doit être fixé à un niveau modeste, nettement inférieur au seuil de pauvreté, et la plupart des prestations existantes devraient être supprimées, ce qui nécessiterait d'importantes recettes fiscales supplémentaires. En conséquence, l'étude relève des risques potentiels, tels qu'une augmentation des risques de pauvreté, si le RBU n'est pas ciblé ou si les dépenses n'augmentent pas de manière significative. Ce risque est particulièrement prononcé dans les pays dotés de systèmes de protection sociale complets et affecte les personnes âgées en âge de travailler, les bénéficiaires d'allocations d'assurance chômage et certains types de familles, comme les familles monoparentales, en raison de la possibilité que les bénéficiaires actuels des allocations soient perdants. Nous notons que les preuves issues des expériences menées ne sont pas entièrement conformes aux prédictions théoriques négatives concernant les conséquences à long terme du RBU (section 4) - et certaines des hypothèses sous-jacentes de ces modèles pourraient bientôt être dépassées étant donné le rythme rapide de diffusion de l'IA, sujet que nous abordons plus loin.

3 L'intersection du RBU et de l'IA

L'intersection avec la trajectoire actuelle de la technologie est au cœur du discours sur le RBU. À ce jour, la technologie est principalement considérée comme le principal moteur du progrès économique,

²¹ Peter Haan, Johannes Geyer, Wolfgang Schroeder (2023), [Lohn statt Bürgergeld : Wie die Arbeitsanreize erhöht werden könnten \(tagesspiegel.de\)](https://www.tagesspiegel.de).

²² Maximilian Blömer, Lilly Fischer, Manuel Pannier, Andreas Peichl (2024), "Lohnt" sich Arbeit noch ? Lohnabstand und Arbeitsanreize im Jahr 2024, ifo Schnelldienst 77, Nr. 01, pp. 35-38.

²³ OCDE (2017), Le revenu de base comme option politique, <https://www.oecd.org/social/Basic-Income-Policy-Option-2017.pdf>.

mais elle a également suscité une appréhension sociale croissante²⁴. L'une des préoccupations dominantes est la crainte que l'évolution technologique ne remplace radicalement le travail humain par des machines, entraînant ce que l'on appelle le chômage technologique et l'escalade des inégalités, au moins temporairement, malgré les avantages qu'elle pourrait apporter à long terme. La crainte d'un chômage technologique permanent est une préoccupation constante : Aristote en a parlé, tout comme Marx et Keynes. Une autre préoccupation de longue date concerne les considérations éthiques liées à l'impact des progrès technologiques sur le bien-être général de l'homme.

Cependant, **cette étape-ci promet d'être différente**. Si le discours sceptique sur la technologie est vieux comme le monde, la logique économique sous-jacente est aujourd'hui différente. Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee affirment que nous sommes à l'aube d'un « deuxième âge de la machine » où les progrès technologiques ne se contenteront pas d'améliorer la productivité, mais révolutionneront les architectures mêmes des marchés du travail et les paradigmes de l'emploi²⁵. Ils comparent cette situation à la période de la révolution industrielle (ou « premier âge de la machine »), qui a contribué à rendre le travail et les machines complémentaires. À l'ère numérique, la comparaison suggère que les bénéficiaires seront principalement ceux qui sont capables de commander et d'innover dans les domaines de l'IA, tandis que le reste de la main-d'œuvre pourrait être confronté à une marginalisation économique. Étant donné qu'elle peut « apprendre à des vitesses arbitraires dans tous les domaines de l'activité intelligente », l'IA est un « type de technologie entièrement différent » et ne peut donc pas être mesurée par rapport aux innovations précédentes²⁶. L'évolution récente de l'adaptation de l'IA vers l'IA générative, et les grands modèles de langage (LLM) en particulier, aggrave encore le problème sous-jacent : un rapport récent note que « l'impact économique et social des LLM pourrait être encore plus important que la première phase de l'IA »²⁷. Alors que les systèmes de recommandation, utilisés par des sociétés de médias sociaux comme Facebook au cours des premières étapes de l'IA, n'ont pas « remplacé massivement les humains », les LLM, au contraire, « ont le potentiel de faire exactement cela, dans un éventail croissant de tâches et d'activités qui étaient auparavant considérées comme inaccessibles aux machines ». Nous examinerons plus loin les preuves empiriques en faveur de cette hypothèse²⁸.

Les analyses historiques élucident cette tendance à la transformation. Au cours des décennies dites dorées qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les gains de productivité ont été répartis de manière symétrique entre les différentes couches de la société, ce qui a favorisé une prospérité largement partagée. Depuis une vingtaine d'années, ce modèle s'effrite de plus en plus : les salaires réels stagnent, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe. Les modèles économiques contemporains, intensifiés par la numérisation, ont tendance à concentrer de plus en plus l'accumulation de richesses, ce qui entraîne des disparités sociétales et économiques plus importantes²⁹. Les données empiriques

²⁴ Joel Mokyr, Chris Vickers et Nicolas L. Ziebarth, "The History of Technological Anxiety and the Future of Economic Growth : Is This Time Different ?", *Journal of Economic Perspectives* 29, no. 3 (1er août 2015) : 31-50.

²⁵ Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee (2014), *Second Machine Age : Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies*, Norton & Company.

²⁶ Malaney, P. (2023), [L'âge d'or de la complémentarité de l'IA ? | Institut pour la nouvelle pensée économique \(ineteconomics.org\)](https://www.ineteconomics.org).

²⁷ Pierre-Alexandre Balland et Andrea Renda (2023), [Forge ahead or fall behind - CEPS](https://cepr.org/), p. 3.

²⁸ Pour un examen de la littérature empirique actuelle sur les effets de l'IA sur l'emploi avant l'adoption généralisée des LLM, voir : Green, A. (2023), [3. L'intelligence artificielle et l'emploi : No signs of slowing labour demand \(yet\) | Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2023 : L'intelligence artificielle et le marché du travail | OECD iLibrary \(oecd-ilibrary.org\)](https://www.oecd-ilibrary.org/).

²⁹ Maurice E. Stucke et Ariel Ezrachi, *Competition Overdose : How Free Market Mythology Transformed Us from Citizen Kings to Market Servants* (New York : Harper Business, 2020) ; Ariel Ezrachi et Maurice E. Stucke, *How Big-Tech Barons Smash Innovation and How to Strike Back* (New York : Harper Business, 2022).

suggèrent qu'au moins en partie, cette tendance à la perte d'emploi et à l'inégalité économique, qui dure depuis des décennies, est due à l'automatisation des emplois peu ou moyennement qualifiés. Les estimations basées sur l'utilisation des robots industriels entre 1990 et 2007 sur les marchés locaux du travail aux États-Unis prévoient qu'un robot supplémentaire pour mille travailleurs réduit le ratio emploi/population d'environ 0,18-0,34 point de pourcentage et les salaires de 0,25-0,5 pour cent.³⁰ De même, une analyse de l'impact de l'IA, en particulier, sur l'emploi aux États-Unis au cours de la période 2000-2020 a révélé qu'elle avait contribué à l'automatisation des emplois et à l'aggravation des inégalités³¹.

Si ces tendances se poursuivent et s'accroissent de manière exponentielle, les forces de l'IA et de l'automatisation créeront donc « un trilemme d'inégalité croissante, de faible croissance de la productivité et de coûts écologiques élevés induits par le progrès technologique ».³² Dans ce contexte, le **RBU est perçu non seulement comme un appareil de protection contre les volatilités socio-économiques, mais aussi comme un creuset pour le maintien des modèles économiques et de consommation.** Après avoir passé en revue l'histoire de l'anxiété technologique, Joel Mokyr et ses coauteurs concluent que « si les premières transitions, telles que la révolution industrielle, se sont déroulées sans grand soutien gouvernemental pour les personnes déplacées, celle-ci nécessitera une politique publique pour atténuer les effets les plus sévères de la dislocation. En particulier, nous pensons qu'il est tout à fait possible que les salaires de certaines catégories de travailleurs doivent être complétés par une redistribution des revenus ».³³ De même, Pia Malaney a noté qu'à long terme, « nous devons nous demander si nos systèmes économiques actuels ont la capacité de soutenir une société juste et équitable lorsque le produit marginal du travail humain médian diminue en dessous d'un salaire de subsistance ».³⁴ De ce point de vue, le RBU promet d'accroître la résilience sociétale et économique et devient donc, par essence, profondément nécessaire à un modèle durable de capitalisme numérique.

Cela est particulièrement vrai pour les économies basées sur l'IA, qui dépendent de quantités massives de données étiquetées ou non étiquetées - souvent produites par la « vaste classe de travailleurs » située dans les pays du Sud³⁵. À l'heure actuelle, ces personnes et d'autres génèrent leurs empreintes de données sans posséder de droits de propriété ou de contrôle sur la manière dont ces données sont utilisées. Le marché mondial des données, qui comprend l'accumulation, l'organisation et la vente de données individuelles et organisationnelles, est actuellement évalué à plus de 3 000 milliards de dollars³⁶. La course mondiale à la création de la prochaine génération de « modèles frontières » d'IA, qui dépassent même les capacités du GPT-4, a entraîné une recrudescence de la demande de données, ce qui amène certains observateurs à se demander si l'humanité ne sera pas bientôt à court de données pour former des modèles d'apprentissage automatique³⁷.

³⁰ Acemoglu, D. et Restrepo, P. 2017. "Robots et emplois : Evidence from U.S. Labor Markets". Document de travail du NBER n° 23285, <https://www.nber.org/papers/w23285>.

³¹ Bonfiglioli, A. et al. 2023. "Artificial Intelligence and Jobs : Evidence from US Commuting Zones", CESifo Working Paper No. 10685, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4608807.

³² Ekkehard Ernst, "The AI Trilemma : Saving the Planet without Ruining Our Jobs", *Frontiers in Artificial Intelligence* 5 (19 octobre 2022) : 886561, <https://doi.org/10.3389/frai.2022.886561>.

³³ Mokyr, Vickers et Ziebarth, "The History of Technological Anxiety and the Future of Economic Growth", 47.

³⁴ Malaney, P. (2023), [L'âge d'or de la complémentarité de l'IA ? | Institute for New Economic Thinking \(ineteconomics.org\)](https://www.ineteconomics.org/).

³⁵ Dzieza, J. Juin 2023 "AI Is a Lot of Work". New York Magazine, <https://nymag.com/intelligencer/article/ai-artificial-intelligence-humans-technology-business-factory.html>.

³⁶ Thirani et Gupta (2022), [The value of data | World Economic Forum \(weforum.org\)](https://www.weforum.org/).

³⁷ Villalobos et al. (2022), Will we run out of data ? An analysis of the limits of scaling datasets in Machine Learning, [2211.04325.pdf \(arxiv.org\)](https://arxiv.org/abs/2211.04325).

Le débat scientifique sur l'importance des droits des utilisateurs sur les données qu'ils génèrent n'est certainement pas nouveau, mais il doit être mieux relié au discours actuel sur l'IA générative. Des chercheurs comme Shoshana Zuboff ont largement exploré le fonctionnement du capitalisme de surveillance basé sur les données³⁸. Dans l'économie numérique contemporaine, l'approche habituelle considère les données des utilisateurs comme une ressource forgée par les entreprises en surveillant les participants consentants. Les économistes ont souligné que ce point de vue négligeait la contribution cruciale des utilisateurs à la production de données, diminuant ainsi leur motivation et conduisant à une distribution déséquilibrée des bénéfices tirés de l'économie des données³⁹. En outre, il alimente les craintes concernant l'automatisation. Un changement de perspective vers la reconnaissance des formes de « travail des données » pourrait, selon eux, offrir des solutions à ces défis en promouvant un marché équilibré qui récompense dûment les contributions des utilisateurs.

Les progrès constants de la technologie de l'IA ont renforcé la pertinence de ces idées, en particulier en ce qui concerne la relation avec les créateurs dont les informations et les données sont utilisées pour former les systèmes d'IA. Dans leurs récentes grèves, par exemple, des acteurs et des écrivains américains ont exprimé leurs préoccupations quant à la propriété et au contrôle de leurs données, compte tenu de l'explosion de puissantes plateformes d'IA générative⁴⁰. L'indice de transparence des modèles de fondation, fruit d'une nouvelle collaboration entre des chercheurs de Stanford, du MIT et de Princeton, montre que ces dernières années, de nombreux développeurs de modèles d'IA sont devenus de plus en plus discrets sur les données nécessaires à l'entraînement de leurs modèles⁴¹. En particulier, l'indice montre que les développeurs sont opaques sur les données utilisées pour former leur modèle, ainsi que sur les personnes qui fournissent ces données et sur le montant de leur rémunération. Si certaines recherches récentes visent à établir une technique d'attribution visuelle robuste pour résoudre le problème de la provenance du contenu⁴², elles en sont encore à la phase exploratoire et on ne sait pas très bien comment faire évoluer le cadre afin de récompenser les créateurs pour leurs contributions à l'IA générative. S'il devient de plus en plus difficile, voire impossible, de déterminer dans quelle mesure certains créateurs ou travailleurs des données ont contribué à l'avancement de l'IA, il pourrait être plus envisageable de les rémunérer sous une forme ou une autre de RBU.

Les entrepreneurs de la Silicon Valley qui applaudissent cette proposition semblent avoir reconnu qu'un revenu de base ne fait pas que protéger contre les troubles sociaux en période d'inégalité croissante, mais qu'il permet également à leur modèle économique de fonctionner⁴³. En effet, à quoi servent toutes ces superbes applications de shopping ou de réservation de vacances, dont le modèle économique consiste à générer des données pour les annonceurs, si les utilisateurs potentiels n'ont plus les moyens de s'offrir quoi que ce soit ? Comme le note un chercheur de l'Oxford Internet Institute :

« À l'instar des grandes puissances européennes du XIXe siècle, les empires technologiques d'aujourd'hui ont également besoin de personnes en bonne santé et bien formées pour alimenter leurs économies de

³⁸ Zuboff, Shoshana (2018), *Das Zeitalter des Überwachungskapitalismus. Der Kampf um eine menschliche Zukunft an der neuen Grenze der Macht*. Campus Verlag, Francfort/New York 2018

³⁹ Arrieta-Ibarra, Imanol, Leonard Goff, Diego Jiménez-Hernández, Jaron Lanier et E. Glen Weyl. (2018). "Devrions-nous traiter les données comme du travail ? Moving beyond "Free"." *AEA Papers and Proceedings*, 108 : 38-42.

⁴⁰ Groth (2023), [Ein Sieg der Hollywood-Gewerkschaften hilft uns allen - Tagesspiegel Background](#).

⁴¹ Rishi Bommasani et al. (2023), *The Foundation Model Transparency Index*, [fnti.pdf \(stanford.edu\)](#).

⁴² Balan et al. (2023), [Adobe Research "EKILA : Synthetic Media Provenance and Attribution for Generative Art"](#).

⁴³ Les milliardaires de la technologie d'aujourd'hui, après avoir "extrait des quantités inimaginables de valeur des mécanismes du capitalisme mondial", "réclament maintenant un revenu de base universel pour compenser les impacts de l'automatisation et de l'intelligence artificielle". <https://aeon.co/essays/the-human-world-is-not-more-fragile-now-it-always-has-been>.

plateforme. Au lieu de mineurs de charbon et d'ouvriers de l'acier, ils ont besoin de livreurs, de professionnels des données, de modérateurs de contenu, de développeurs d'applications, de commerçants en ligne et d'influenceurs des médias sociaux. Un peu comme les anciennes grandes puissances l'ont fait au début, les cinq grandes puissances de l'internet [c'est-à-dire les sociétés dites GAFAM] s'appuient pour l'instant sur l'ordre social antérieur pour produire et maintenir tout ce capital humain. Mais tout comme l'industrialisation a fini par saper les réseaux de soutien prémodernes, la plateformesation est en train de saper les filets de sécurité sociale des États territoriaux »⁴⁴.

Si les logiciels et les robots pilotés par l'IA imitent de plus en plus les travailleurs et éliminent ainsi non seulement leur revenu direct, mais aussi les moyens financiers de leur pays d'origine pour la politique sociale, une solution pourrait consister à les rémunérer au moyen d'une sorte de RBU pour les données qu'ils ont fournies afin de faire progresser le développement de l'IA. Cela reviendrait, comme l'a souligné Frank Pasquale, à « **l'équivalent économique de la géo-ingénierie** - une adhésion à ce qui est radicalement nouveau et à grande échelle, découlant du sentiment que les inégalités et le changement climatique sont des problèmes si importants que seule une avancée technologique rapide peut les résoudre »⁴⁵.

Quelques chiffres pour étayer cette intuition : une étude bien connue d'Oxford a calculé les perspectives d'avenir de 700 groupes professionnels pour le marché du travail américain face à la concurrence des robots et des ordinateurs et est arrivée à la conclusion radicale que près de la moitié de tous les emplois sont menacés dans les 20 prochaines années⁴⁶. Une étude réalisée par Grace Lordan de la London School of Economics a suivi une approche similaire (classification) pour estimer la part des emplois que l'on peut s'attendre à voir automatisés dans l'UE et dans 25 pays pris individuellement. L'étude, rédigée en 2019, souligne que 47 % des emplois seront automatisables au cours de la prochaine décennie, et que 35 % de tous les emplois seront entièrement automatisables⁴⁷. Alors que pendant longtemps, la plupart des experts ont supposé que la technologie de l'IA serait un complément utile plutôt qu'un substitut, la tendance actuelle à l'IA générative suggère une transition plus perturbatrice, augmentant le besoin de mesures qui garantissent la stabilité et la résilience de la société. Par exemple, une étude de la BCE a montré que pendant le boom de l'apprentissage profond des années 2010, les professions potentiellement plus exposées aux technologies basées sur l'IA ont en fait augmenté leur part d'emploi en Europe, mais les auteurs eux-mêmes avertissent que « le jury n'a pas encore déterminé si l'on peut s'attendre à ce qu'il en soit de même pour les nouveaux développements des technologies basées sur l'IA »⁴⁸. Une récente étude de l'OCDE sur la littérature existante concernant les effets de l'IA sur l'emploi souligne que la plupart des résultats empiriques sont antérieurs aux progrès des outils d'IA générative tels que ChatGPT et prévient que « l'éventail professionnel et l'étendue de l'exposition à l'IA pourraient rapidement s'élargir à mesure que l'utilisation de l'IA générative est de plus en plus intégrée dans les processus de production et que de nouveaux

⁴⁴ Lehdonvirta, Vili (2022), *Cloud Empires. How Digital Platforms are Overtaking the State and How We Can Regain Control*, Londres : MIT Press, p. 201.

⁴⁵ Pasquale, Frank (2019), *Repenser le problème de la connaissance à l'ère du gigantisme des entreprises*. p. 292.

⁴⁶ Carl Benedikt Frey & Michael Osborne (2013), *The Future of Employment : How susceptible are jobs to computerisation ?*, Oxford Martin Programme on Technology and Employment, Working Paper (01 septembre).

⁴⁷ Josten, Cecily ; Lordan, Grace (2019) : *Robots at Work : Automatable and Non Automatable Jobs*, IZA Discussion Papers, n° 12520, Institut d'économie du travail (IZA), Bonn.

⁴⁸ BCE (2023), "[Reports of AI ending human labour may be greatly exaggerated](#)" ([europa.eu](#)). Ceci est basé sur leur article : Albanesi, Stefania et Dias da Silva, Antonio et Jimeno, Juan F. et Lamo, Ana et Wabitsch, Alena, *New Technologies and Jobs in Europe* (2023). Document de travail du NBER n° w31357.

systèmes d'IA plus puissants sont mis au point »⁴⁹. À la suite de son lancement fin 2022, l'adoption de ChatGPT a proliféré dans les milieux professionnels. Une enquête menée aux États-Unis en janvier 2023 révèle ainsi que 43 % des participants avaient déjà intégré le ChatGPT dans leur travail⁵⁰.

Qui sera exposé à ChatGPT et à d'autres nouvelles formes d'IA générative, et quelles sont les implications pour le marché du travail (tableau 1) ? Une étude réalisée par Eloundou et ses collègues en mars 2023 a exploré l'influence des TPG sur le marché du travail, en se concentrant sur l'exécution de tâches dans diverses professions.⁵¹ L'étude a révélé que les grands modèles linguistiques (LLM) pouvaient affecter au moins 10 % des responsabilités professionnelles de 80 % de la main-d'œuvre américaine. Si nous supposons qu'un pourcentage similaire de la main-d'œuvre de l'UE sera affecté, cela se traduirait par plus de 156 millions de personnes⁵². Selon l'étude, le niveau d'impact augmente avec le revenu, influençant principalement les professions dites en col blanc. L'enquête prévoit que les professions requérant une éducation ou une formation poussée sont plus susceptibles d'être touchées par l'infiltration des MLD, les emplois exigeant une licence étant les plus vulnérables. Dans ce cas, jusqu'à 30 % de ces fonctions peuvent être susceptibles d'être occupées à au moins 50 % par des LLM, en particulier dans des secteurs tels que les services d'information, la finance, l'édition et les télécommunications. Il convient toutefois de noter que les données sur les effets de la formation continue sur le marché du travail utilisées dans cette étude sont basées sur des formes d'auto-évaluation par les travailleurs qui s'avèrent généralement trop dramatiques.

Tab. 1: Estimations de l'impact probable de l'IA générative sur les marchés du travail

Étude #	% de la population touchée	Région couverte	Méthode	Source
1	Maximum : 80 % Minimum : 19 %	Marché du travail américain	<ul style="list-style-type: none"> L'exposition comme indicateur de l'impact économique potentiel (sans distinguer les effets d'augmentation ou de déplacement de la main-d'œuvre) Des annotateurs humains et le GPT-4 sont utilisés comme classificateurs pour appliquer cette rubrique aux données professionnelles américaines (base de données O*NET). 	Eloundou et al (2023) ⁵³
2	Dans les pays à revenu élevé : 5,5 % Dans les pays à faible revenu : 0.4 %	Mondial	<ul style="list-style-type: none"> Utiliser le modèle GPT-4 pour estimer les scores d'exposition potentielle au niveau des tâches. Estimer ensuite les effets potentiels sur l'emploi au niveau mondial et par groupe de revenu national. 	Gmyrek et al (2023) ⁵⁴

⁴⁹ Green, A. (2023), [3. L'intelligence artificielle et l'emploi : Aucun signe de ralentissement de la demande de main-d'œuvre \(pour l'instant\) | Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2023 : L'intelligence artificielle et le marché du travail | OECD iLibrary \(oecd-ilibrary.org\)](#).

⁵⁰ [70-percent-of-workers-using-chatgpt-at-work-are-not-telling-their-boss \(fishbowlapp.com\)](#).

⁵¹ Tyna Eloundou, Sam Manning, Pamela Mishkin, Daniel Rock (2023), [GPTs are GPTs : An Early Look at the Labor Market Impact Potential of Large Language Models \(arxiv.org\)](#).

⁵² Au deuxième trimestre 2023, 195,2 millions de personnes avaient un emploi dans l'UE. Voir : [Marché du travail de l'UE - statistiques trimestrielles - Statistiques expliquées \(europa.eu\)](#).

⁵³ Tyna Eloundou, Sam Manning, Pamela Mishkin, Daniel Rock (2023), [GPTs are GPTs : An Early Look at the Labor Market Impact Potential of Large Language Models \(arxiv.org\)](#).

⁵⁴ Gmyrek, P., Berg, J., Bescond, D. 2023. Generative AI and jobs : A global analysis of potential effects on job quantity and quality, document de travail 96 du BIT (Genève, BIT).

3	10 % des emplois ont un impact sur plus de 5 % des tâches 60 % des emplois ne subissent aucun effet	Marché du travail au Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier trois applications principales de la GenAI : classification/résumé, création de contenu technique, travaux subjectifs • Comparé à l'éventail des tâches qui composent le marché du travail britannique 	KPMG (2023) ⁵⁵
4	Sans GenAI : 21,5 % des heures travaillées d'ici 2030 Avec GenAI : 29,5 % des heures travaillées en 2030	ÉTATS-UNIS économie	<ul style="list-style-type: none"> • Proxy : Adoption de l'automatisation à l'horizon 2030 en pourcentage du temps consacré aux activités professionnelles, États-Unis • L'adoption de l'automatisation au point médian est la moyenne de l'adoption précoce et tardive de l'automatisation scerios 	McKinsey (2023) ⁵⁶
5	20% des travailleurs sont très/extrêmement inquiets de la perte de leur emploi	7 pays de l'OCDE	<ul style="list-style-type: none"> • Chiffres déclarés par les travailleurs des secteurs de la finance et de l'industrie manufacturière • Calendrier : 10 prochaines années 	Lane et al (2023) ⁵⁷
6	Au niveau mondial : 40 % des travailleurs exposés Economies avancées : 60% exposées, 33% menacées	142 pays utilisant la base de données de l'OIT sur l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Indice de complémentarité potentielle de l'IA • Reflète le degré probable de protection d'une profession contre les déplacements d'emplois induits par l'IA et, lorsqu'elle est associée à une exposition élevée à l'IA, donne une indication du potentiel de complémentarité de l'IA. 	FMI (2024) ⁵⁸
Consensus estimation	Environ 10 %	L'Europe	Extrapolation basée sur une analyse comparative des études existantes (« méta-analyse »)	Propre à l'entreprise estimation

Source : recherche cep ; composition propre. Pour les sources de données individuelles, voir la colonne « Source ».

À des fins de comparaison, nous avons donc réalisé une méta-analyse d'autres études existantes visant à estimer les effets de l'IA générative sur le marché du travail (tableau 1). Cette étude a couvert différentes méthodologies, tout en se concentrant principalement sur les économies avancées telles que les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays de l'OCDE. Ces pays constituent donc des points de comparaison appropriés pour les économies avancées d'Europe. Sur cette base, nous obtenons une estimation consensuelle. La dernière étude, datée du 14 janvier 2024, a été réalisée par le personnel du Fonds monétaire international (FMI). Elle affirme que dans les pays développés, environ 60 % des emplois sont susceptibles d'être influencés par l'IA, principalement en raison de la prédominance des emplois qui impliquent des tâches cognitives⁵⁹. Parmi ces emplois, environ la moitié (33 %) pourrait subir les effets négatifs de l'IA, tandis que les autres pourraient voir leur productivité s'améliorer grâce à la mise en œuvre de l'IA. Néanmoins, les chercheurs du FMI soulignent que l'augmentation de la croissance économique et de la demande de main-d'œuvre pourrait potentiellement compenser les problèmes liés à la substitution de certaines tâches par l'IA. Ce résultat dépend toutefois de la manière

⁵⁵ KPMG (2023), [Generative AI and the UK labour market \(kpmg.com\)](https://www.kpmg.com/au/issuesandinsights/articlespublications/2023/09/generative-ai-and-the-uk-labour-market).

⁵⁶ McKinsey (2023), [Generative AI and the future of work in America | McKinsey](https://www.mckinsey.com/industries/technology-and-digital/our-insights/generative-ai-and-the-future-of-work-in-america).

⁵⁷ Lane, M., M. Williams et S. Broecke (2023), "The impact of AI on the workplace : Main findings from the OECD AI surveys of employers and workers", OECD Social, Employment and Migration Working Papers, No. 288, OECD Publishing, Paris .

⁵⁸ Mauro Cazzaniga et al. (2024), [Gen-AI : Artificial Intelligence and the Future of Work \(imf.org\)](https://www.imf.org/en/Publications/WP/Papers/2024/01/14/gen-ai-artificial-intelligence-and-the-future-of-work).

⁵⁹ Mauro Cazzaniga et al. (2024), [Gen-AI : Artificial Intelligence and the Future of Work \(imf.org\)](https://www.imf.org/en/Publications/WP/Papers/2024/01/14/gen-ai-artificial-intelligence-and-the-future-of-work).

dont l'IA est adoptée à plus long terme. Dans l'ensemble, les études suggèrent que l'impact le plus important de la technologie moderne de l'IA ne sera probablement pas la destruction d'emplois, mais plutôt les changements potentiels de la qualité des emplois ; néanmoins, en moyenne, au moins 10 % des emplois semblent courir un risque élevé d'être entièrement supplantés, en particulier dans les régions à revenu élevé comme l'Europe. Encore une fois, **si nous supposons que ce pourcentage de la main-d'œuvre de l'UE sera affecté, cela se traduira par environ 20 millions d'individus menacés d'être remplacés par l'IA à court terme.**

En effet, **l'impact de l'IA sur le marché du travail commence déjà à se faire sentir, comme le suggèrent certains exemples récents dans les médias.** Dans l'ensemble, le secteur technologique a connu une augmentation significative des licenciements d'employés en 2023, avec 1 186 entreprises technologiques qui ont licencié plus de 262 000 employés⁶⁰. Au moment de la rédaction de ce rapport (15 janvier), 7 528 employés supplémentaires avaient été licenciés depuis le début de l'année 2024. Outre les changements économiques induits par la géopolitique et les restructurations organisationnelles nécessaires, l'IA a joué un rôle important dans ce processus, selon l'expert en technologie Azeem Azhar⁶¹. Par exemple, dans des domaines tels que les ventes publicitaires de Google, la capacité de l'IA à automatiser certaines tâches semble avoir joué un rôle important dans la décision de réduire les effectifs⁶². De même, Duolingo, une plateforme d'apprentissage des langues, a réduit sa main-d'œuvre contractuelle de 10 %, citant les gains d'efficacité créés par l'utilisation de l'IA dans la création de contenu⁶³. Lorsque Mathias Döpfner, PDG de Springer, a annoncé une réorganisation radicale du journal Bild à la mi-2023, qui entraînerait le licenciement de 200 employés, il a déclaré qu'il était « malheureusement nécessaire de se séparer de collègues dont les tâches sont remplacées par l'IA et/ou les processus dans le monde numérique, ou qui ne s'intègrent pas dans cette nouvelle configuration avec leurs compétences actuelles »⁶⁴. L'éditeur de logiciels SAP prévoit actuellement une réorganisation de l'IA avec un investissement total de deux milliards d'euros, qui se traduira par 8 000 changements d'emploi⁶⁵.

D'autres avancées dans le domaine de l'IA générative accéléreront ce processus de remplacement des emplois, comme en témoigne l'introduction récente par OpenAI de ce que l'on appelle les GPT, qui permettent la création d'instances ChatGPT spécialisées, adaptées à des emplois, des compétences ou des sujets spécifiques, améliorant ainsi la flexibilité et la personnalisation des outils d'IA⁶⁶. Cette innovation, qui permet aux utilisateurs professionnels de sauvegarder, de réutiliser et de partager des outils ChatGPT personnalisés au sein d'une bibliothèque, capitalise sur la capacité de ChatGPT à imiter différents personnages (une fonction qui nécessitait auparavant un jeu de rôle préalable), avec des implications significatives pour l'impact de la technologie sur le marché du travail. En outre, l'entreprise a dévoilé une fenêtre contextuelle élargie pour GPT-4, désormais capable de gérer 128 000 jetons, soit l'équivalent de la longueur d'un roman⁶⁷. Cette augmentation de la taille de la fenêtre contextuelle, qui suit une tendance exponentielle claire (voir la figure 1), permet des interactions plus

⁶⁰ Chiffres tirés de : [Layoffs.fyi - Tech Layoff Tracker and Startup Layoff Lists](https://layoffs.fyi).

⁶¹ Azeem Azhar et Nathan Warren, bulletin d'information Exponential View, n° 456, 14 janvier 2024.

⁶² [Google prévoit de restructurer ses ventes de publicité en raison de l'essor de l'automatisation - The Information](#).

⁶³ [Duolingo supprime 10 % de ses sous-traitants et utilise davantage l'IA pour créer le contenu de l'application - BNN Bloomberg](#).

⁶⁴ [Bild-Zeitung entlässt mehr als 200 Mitarbeiter : KI hält Einzug \(faz.net\)](#).

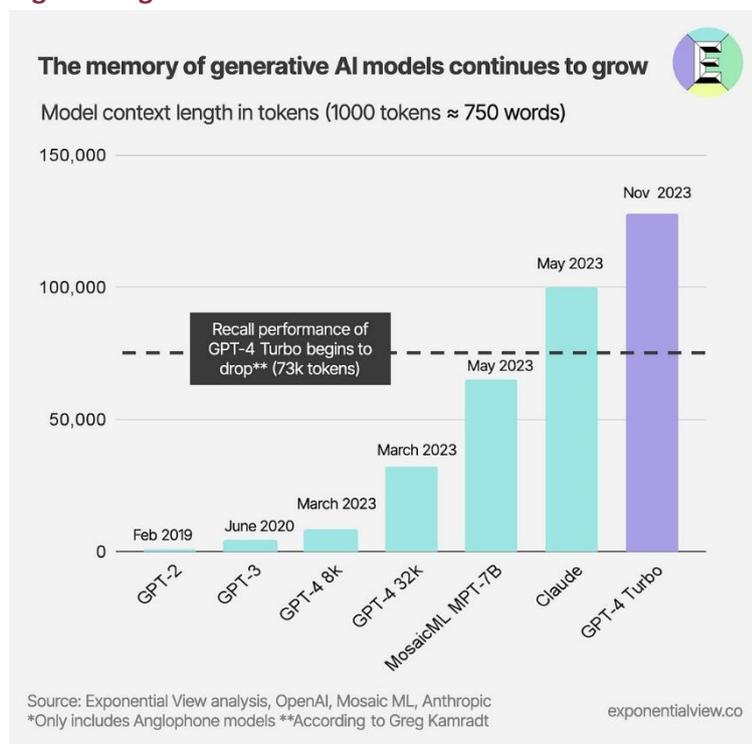
⁶⁵ Voir : [SAP développe des solutions intelligentes pour les entreprises - DER SPIEGEL](#).

⁶⁶ [Voici comment créer vos propres chatbots personnalisés à l'aide de ChatGPT | ZDNET](#).

⁶⁷ [OpenAI DevDay : GPT-4 Turbo, Custom ChatGPT et mises à jour de l'API \(aibusiness.com\)](#).

étendues et plus pratiques - ce qui, une fois encore, augmentera la portée des emplois susceptibles d'être affectés par l'IA générative.

Fig. 1: Augmentations récentes de la taille de la fenêtre contextuelle de LLM



Source : Tiré de Exponential View (12 novembre 2023).

Plusieurs autres études portant sur des tâches ou des emplois spécifiques fournissent des indications supplémentaires sur les effets probables de l'IA générative sur le marché du travail dans un avenir proche et aident à comprendre **quelle partie de la main-d'œuvre sera la plus touchée**. Une étude portant sur l'impact de l'IA générative sur les tâches de rédaction professionnelle de niveau intermédiaire indique que l'utilisation de ChatGPT améliore considérablement la productivité globale en réduisant le temps nécessaire et en améliorant la qualité des tâches de rédaction⁶⁸. En outre, l'utilisation de ChatGPT a augmenté la satisfaction professionnelle et la confiance en ses capacités, tout en augmentant la prise de conscience négative des technologies d'automatisation. De même, la mise en œuvre d'un assistant conversationnel génératif basé sur l'IA dans l'assistance à la clientèle a entraîné une augmentation moyenne de 14 % de la productivité, bénéficiant particulièrement aux travailleurs novices et peu qualifiés en diffusant les connaissances tacites des travailleurs plus expérimentés⁶⁹. En outre, l'utilisation de l'assistance de l'IA a permis d'améliorer le sentiment des clients, de réduire les demandes d'intervention de la direction et d'améliorer la fidélisation des employés. De même, soulignant l'idée que les outils d'IA générative représentent déjà des compétences importantes, une expérience contrôlée a montré que les développeurs accomplissaient leurs tâches 55,8 % plus rapidement avec l'assistance de l'IA⁷⁰. Cependant, elle a également indiqué que ces outils pourraient faciliter la transition des individus vers des carrières dans le développement de logiciels, montrant qu'il pourrait y avoir des contre-effets positifs sur les résultats du marché du travail. Enfin, une étude récente sur les

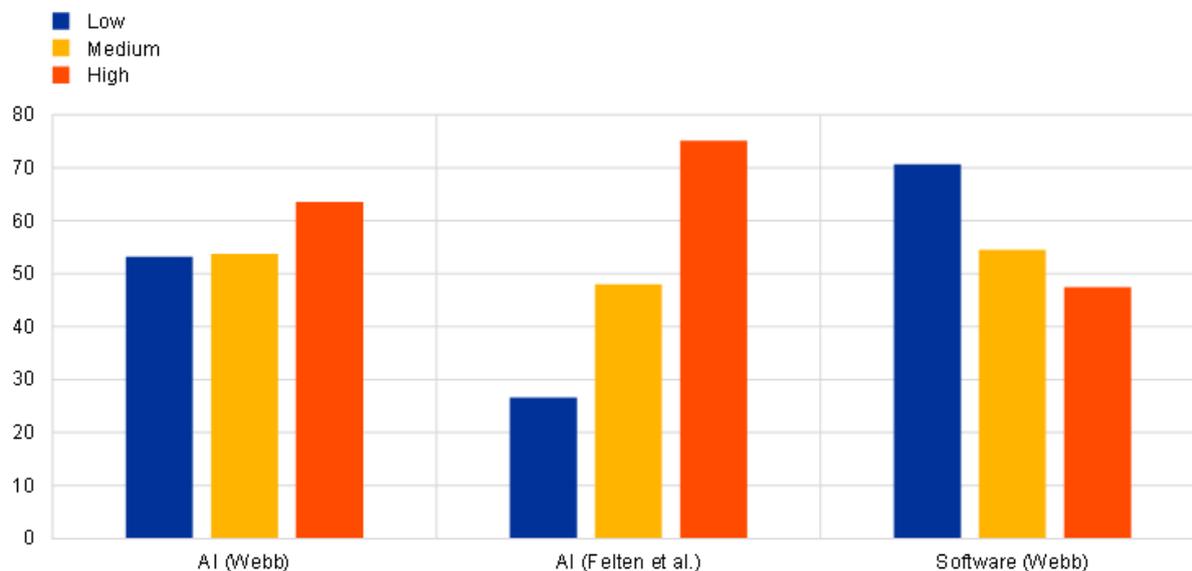
⁶⁸ Noy et Zhang (2023), Experimental Evidence on the Productivity Effects of Generative Artificial Intelligence, [Noy Zhang_1_0.pdf \(mit.edu\)](#).

⁶⁹ Erik Brynjolfsson, Danielle Li, Lindsey Raymond (2023), [Generative AI at Work \(arxiv.org\)](#).

⁷⁰ Sida Peng, Eirini Kalliamvakou, Peter Cihon, Mert Demirer (2023), The Impact of AI on Developer Productivity : Evidence from GitHub Copilot, [2302.06590.pdf \(arxiv.org\)](#).

effets des LLM sur les performances des consultants a montré que l'IA générative permettait aux consultants d'accomplir 12,2 % de tâches supplémentaires liées à l'innovation et au développement de produits créatifs, 25,1 % plus rapidement et avec une augmentation de 40 % de la qualité⁷¹.

Fig. 2: Exposition des Européens à la technologie de l'IA en fonction de leur niveau d'éducation



Source : Albanesi et al : Albanesi et al. (2023). Note : Les groupes d'éducation sont définis comme le sous-échantillon de cellules profession-secteur dont le niveau d'éducation moyen se situe respectivement dans le tiers inférieur, le tiers moyen et le tiers supérieur (tercile) de la distribution nationale de l'éducation.

Si ces premières études sur l'impact de l'IA générative sur le marché du travail sont une indication de l'avenir, cela signifie que la transformation numérique actuelle pourrait compenser partiellement les pertes d'emploi, mais pas au niveau individuel. **Cela entraînera des tensions sociales, notamment parce que le type de travailleurs touchés - les emplois dits « en col blanc » - n'ont pas été historiquement sujets à un « chômage technologique » généralisé.** En fait, ce ne sont même pas les tâches typiques des cols blancs, telles que la saisie de données et l'administration, qui sont les plus susceptibles d'être perturbées. Ce sont plutôt les tâches créatives et de haut niveau, telles que le conseil, la gestion et le marketing, qui sont confrontées à des changements importants⁷². Les recherches menées par Hui et ses collègues, qui se concentrent sur une plateforme de travailleurs du savoir indépendants, ont révélé que l'IA générative réduit la demande globale de travailleurs du savoir de tous types, qui ont vu une baisse de 2 % des emplois annoncés et une baisse de 5,2 % des revenus mensuels⁷³. **Les employés les plus qualifiés ont été particulièrement touchés.** De même, les chercheurs de la BCE ont constaté qu'environ 25 % de tous les emplois dans ces pays européens pendant le boom de l'apprentissage profond des années 2010 étaient des professions fortement exposées à l'automatisation par l'IA, et

⁷¹ Dell'Acqua, Fabrizio et McFowland, Edward et Mollick, Ethan R. et Lifshitz-Assaf, Hila et Kellogg, Katherine et Rajendran, Saran et Kraymer, Lisa et Candelon, François et Lakhani, Karim R., Navigating the Jagged Technological Frontier : Field Experimental Evidence of the Effects of AI on Knowledge Worker Productivity and Quality (15 septembre 2023). Harvard Business School Technology & Operations Mgt. Unit Working Paper No. 24-013.

⁷² Green, A. (2023), [3. L'intelligence artificielle et l'emploi : Aucun signe de ralentissement de la demande de main-d'œuvre \(pour l'instant\) | Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2023 : L'intelligence artificielle et le marché du travail | OECD iLibrary \(oecd-ilibrary.org\)](#).

⁷³ Hui, Xiang, Reshef, Oren et Zhou, Luofeng (2023), The Short-Term Effects of Generative Artificial Intelligence on Employment : Evidence from an Online Labor Market, [CESifo Working Paper no. 10601](#).

leurs données confirment que les technologies basées sur l'IA sont en concurrence avec les emplois hautement qualifiés (figure 2).

Dans le droit fil de ces éléments préoccupants décrits ici, un groupe de travail sur l'IA créé récemment par le gouvernement britannique a décrit un scénario d'augmentation du chômage et de la pauvreté au Royaume-Uni d'ici 2030, avant un sommet sur la sécurité de l'IA qui s'est tenu à Bletchley Park en novembre. Ce scénario vise à saisir l'effet des systèmes d'IA « qui commencent à fournir une automatisation efficace dans de nombreux domaines » dans les années à venir, et prédit que « d'ici 2030, les impacts les plus extrêmes sont limités à un sous-ensemble de secteurs, mais cela déclenche toujours une réaction négative du public, en commençant par ceux dont le travail est perturbé, et en débordant sur un débat public féroce sur l'avenir de l'éducation et du travail »⁷⁴. Lors de la clôture de ce sommet mondial, Elon Musk a déclaré au premier ministre britannique Rishi Sunak qu'il « arrivera un moment où aucun emploi ne sera nécessaire » et a décrit l'IA comme la « force la plus perturbatrice de l'histoire »⁷⁵. Cette compréhension de la « chronologie de l'IA » n'est pas seulement publicitaire, propagandiste ou motivée par le besoin de Musk d'être au centre de l'attention, mais elle est partagée par de nombreux experts : selon un document récent dans lequel 2 778 chercheurs en IA ont été interrogés sur leurs prévisions concernant les progrès de l'IA, la probabilité que des machines non assistées surpassent les humains dans toutes les tâches possibles a été estimée à 10 % d'ici 2027, et à 50 % d'ici 2047⁷⁶. Cette dernière estimation est nettement plus précoce que celle obtenue lors d'une enquête similaire à une date antérieure, ce qui témoigne de la rapidité spectaculaire dans ce domaine.

L'idée d'une transition plutôt perturbatrice vers l'économie alimentée par l'IA est également étayée par les récents changements dans la littérature sur la technologie en économie⁷⁷. Jusqu'à présent, les économistes ont évalué l'introduction de nouvelles technologies sur le marché du travail principalement à l'aide de trois modèles : le modèle du changement technologique axé sur les compétences (SBTC) représente la course classique entre la technologie et l'éducation en tant que relation entre l'offre et la demande. Le modèle RBTC (*Routine Biased Technological Change*) ou « modèle de polarisation des tâches » a été développé à partir de ce modèle canonique mais diffère en ce qu'il détermine l'impact de l'innovation au niveau des tâches. Le troisième modèle, le plus récent, est celui du **remplacement et de la réintégration de la main-d'œuvre**⁷⁸. Dans ce cadre, l'automatisation réduit toujours la part du travail dans la valeur ajoutée et peut réduire la demande de main-d'œuvre même si elle augmente la productivité. Toutefois, ces effets de l'automatisation sont contrebalancés par la création de nouvelles tâches pour lesquelles la main-d'œuvre dispose d'un avantage comparatif. Bien que le débat se soit maintenant éloigné du modèle SBTC, de nombreuses recommandations politiques continuent de se concentrer sur la formation et l'amélioration des compétences des travailleurs vulnérables. Toutefois, ce n'est pas la solution si les modèles plus récents de RBTC et de déplacement de la main-d'œuvre sont corrects. Selon ces modèles, l'introduction de nouvelles technologies crée une demande pour de nouvelles compétences ou catégories de compétences, tout en détruisant la demande pour d'autres compétences. Sur la base de cette idée, certains historiens de l'économie ont récemment

⁷⁴ [Le groupe de travail sur l'IA établit un scénario d'augmentation du chômage et de la pauvreté au Royaume-Uni d'ici 2030 \(ft.com\)](#).

⁷⁵ [Elon Musk dit à Rishi Sunak que l'IA rendra tous les emplois obsolètes \(ft.com\)](#).

⁷⁶ Katja Grace, Harlan Stewart, Julia Fabienne Sandkühler, Stephen Thomas, Ben Weinstein-Raun, Jan Brauner (2024), [Thousands of AI Authors on the Future of AI \(arxiv.org\)](#).

⁷⁷ La classification suivante est basée sur l'analyse de la littérature dans : Schneider, Benjamin & Vipond, Hillary, 2023. "The past and future of work : how history can inform the age of automation," LSE Economic History Working Papers 119282.

⁷⁸ Acemoglu, Daron, et Pascual Restrepo. 2019. "Automatisation et nouvelles tâches : How Technology Displaces and Reinstates Labor." *Journal of Economic Perspectives*, 33 (2) : 3-30.

affirmé qu'il existe en effet plusieurs exemples historiques de dévaluation rapide du capital humain à la suite d'une perturbation technologique⁷⁹, suggérant que cela pourrait se reproduire dans le cas de ChatGPT and Co - ce qui renforce encore les arguments en faveur des systèmes de rémunération de type RBU.

Dans le contexte actuel d'évolution démographique et de pénurie de compétences dans les chaînes d'approvisionnement occidentales, il est important de considérer l'argument selon lequel l'IA pourrait également contribuer à remédier à la pénurie actuelle de travailleurs ou de professionnels. En particulier, 75 % des entreprises de l'UE ont des difficultés à trouver des travailleurs possédant les compétences dont elles ont besoin⁸⁰. Selon une enquête menée auprès de cadres de haut niveau, de nombreuses entreprises considèrent l'IA générative comme une solution à ces pénuries de main-d'œuvre⁸¹. Toutefois, à y regarder de plus près, cette conviction repose souvent sur des analogies qualitatives peu rigoureuses et pas tout à fait exactes avec les révolutions technologiques passées. Par exemple, un rapport de Wells Fargo Economics note ce qui suit : « En faisant du remplacement généralisé des emplois le scénario de référence, nous risquons de rejoindre la longue liste historique des commentateurs qui ont tiré la sonnette d'alarme à propos de la montée du chômage due à de nouvelles inventions qui semblaient invraisemblables aux humains de l'époque »⁸². Le rapport affirme que les révolutions technologiques passées, telles que l'adoption mondiale de l'internet (ou de la machine à vapeur), ont contribué à des tendances de l'emploi plus élevées à long terme.

Toutefois, contrairement à ces prévisions optimistes fondées sur l'intuition historique, les quelques études empiriques existantes, que nous avons examinées dans cette section, montrent que l'IA générative sera très différente, en ce sens que cette technologie a des effets beaucoup plus substitutifs (que complémentaires) sur le marché du travail. Même si l'IA peut contribuer à atténuer certaines pénuries de compétences spécifiques et à accroître la productivité à moyen et à long terme, il est probable que « l'impact positif à court terme sera insuffisant pour combler complètement le fossé important », selon un expert de l'IA⁸³. De même, Mustafa Suleyman, cofondateur de Deepmind, estime que « les nouveaux emplois ne seront pas assez nombreux ou trop longs pour être vraiment utiles ». Il ajoute que « le nombre de personnes capables d'obtenir un doctorat en apprentissage automatique restera minuscule par rapport à l'ampleur des licenciements » et que « la demande créera de nouveaux emplois, mais cela ne signifie pas que tout sera fait par des êtres humains »⁸⁴.

À la lumière de ces évaluations et des nouvelles données sur l'impact de l'IA générative sur le marché du travail (voir ci-dessus), les régimes de type RBU pourraient être considérés comme une mesure cruciale pour favoriser l'harmonie sociale et permettre ainsi un déploiement rapide de cette technologie importante. Si reconceptualisé comme une stratégie collective de partage des risques financée par l'impôt, le RBU se démarque là où les régimes d'assurance privés sont insuffisants, en offrant une sécurité financière minimale qui protège la main-d'œuvre contre les forces perturbatrices de

⁷⁹ Humphries, Jane ; Schneider, Benjamin (2021). Égalité des sexes, croissance et comment un piège technologique a détruit le travail féminin. Histoire économique des régions en développement ; Humphries, Jane ; Schneider, Benjamin (2020). Losing the thread : a response to Robert Allen. The Economic History Review.

⁸⁰ [Une stratégie de "compétences d'abord" pour un marché du travail européen résilient - POLITICO.](#)

⁸¹ [L'IA pourrait résoudre la crise de la pénurie de main-d'œuvre, mais les dirigeants se méfient de la protection de la vie privée, selon une nouvelle enquête | Euronews.](#)

⁸² [Wells Fargo - Panique ou panacée ? L'impact économique de l'intelligence artificielle \(bluematrix.com\).](#)

⁸³ [Nous ne parvenons pas à trouver suffisamment de travailleurs qualifiés : L'automatisation peut-elle combler les lacunes ? \(forbes.com\).](#)

⁸⁴ Suleyman (2023), The Coming Wave, Londres, p. 180.

l'automatisation et de l'IA. Cette approche est conforme aux principes rawlsiens, en particulier au concept de prise de décision à partir d'une position initiale « derrière le voile de l'ignorance », où les mesures sociétales sont conçues sans connaissance de la position de chacun dans la société, garantissant ainsi l'équité et l'impartialité⁸⁵. L'introduction d'un tel système permet également de contourner les implications économiques moins favorables de la taxation directe de l'automatisation, telles que les « taxes sur les robots »⁸⁶. Ces taxes, bien qu'intuitivement attrayantes comme moyen de ralentir l'essor des robots, conduiraient à une mauvaise répartition des ressources et pourraient involontairement étouffer l'innovation et la compétitivité. En revanche, une certaine forme d'assurance financière faciliterait l'adaptation de la main-d'œuvre, encouragerait l'apprentissage continu et favoriserait un environnement dans lequel le déploiement utile de l'IA générative pourrait se faire à un rythme accéléré.

En résumé, il est extrêmement difficile, d'un point de vue économique (historique), de prévoir les besoins en compétences avant des chocs technologiques majeurs. Jusqu'à présent, les effets de l'IA sur l'emploi sont plutôt limités, notamment en raison de la faible adoption globale de l'IA et des gains de productivité, de la préférence des entreprises pour l'ajustement de la demande de main-d'œuvre par l'attrition plutôt que par les licenciements, et de la création de nouvelles tâches⁸⁷. Néanmoins, notre méta-analyse des recherches existantes suggère que dans un avenir proche, l'IA générative pourrait potentiellement affecter 20 millions de travailleurs en Europe. Étant donné que les emplois créatifs et hautement qualifiés, qui ont eu tendance à être protégés du chômage technologique dans le passé, seront les plus durement touchés par cette perturbation, il existe un risque de troubles sociaux généralisés. Les premières données actuelles plaident donc en faveur de l'introduction d'un système de RBU pour atténuer les graves problèmes - de la sous-consommation au chômage technologique et aux troubles sociaux - qui risquent de survenir en raison de la mise en œuvre à grande échelle de l'IA générative.

4 Le RBU dans l'UE

L'idée de développer un revenu de base universel (RBU) en Europe a fait son chemin ces dernières années, en particulier après l'éclatement de la crise de la zone euro au début des années 2010 et, une fois de plus, à la suite de la pandémie de Covid-19, alors qu'un certain nombre de citoyens européens luttent contre des tendances économiques incertaines⁸⁸. Dès la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le RBU a été l'une des questions débattues par les citoyens pour construire une Union européenne plus équitable. En outre, en 2020, les citoyens européens ont lancé une initiative en faveur d'un revenu de base inconditionnel (RBI). La pétition a été signée par 296 365 Européens, mais elle n'a pas atteint le seuil nécessaire pour être examinée par la Commission⁸⁹. Il est clair que les Européens manifestent un regain d'intérêt pour le concept de revenu de base inconditionnel à une époque où l'IA est de plus en plus répandue. C'est pourquoi cette section examine les initiatives européennes existantes et les expériences antérieures des États membres en matière d'expérimentation du RBU (section 4.1) et soulève la question du financement d'une forme de RBU à plus grande échelle (section 4.2).

⁸⁵ Davies (2020), [John Rawls and the "Veil of Ignorance" - Philosophical Thought \(okstate.edu\)](https://okstate.edu/philosophical-thought/john-rawls-and-the-veil-of-ignorance/).

⁸⁶ Seamans (2021), [Tax not the robots | Brookings](https://www.brookings.edu/ideas-and-issues/tax-not-the-robots/).

⁸⁷ Green, A. (2023), [3. L'intelligence artificielle et l'emploi : Aucun signe de ralentissement de la demande de main-d'œuvre pour l'instant | Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2023 : L'intelligence artificielle et le marché du travail | OECD iLibrary \(oecd-ilibrary.org\)](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/fr/3-intelligence-artificielle-et-l-emploi-aucun-signe-de-ralentissement-de-la-demande-de-main-d-oeuvre-pour-l-instant-perspectives-de-l-emploi-de-l-ocde-2023-l-intelligence-artificielle-et-le-marche-du-travail-oecd-ilibrary-org).

⁸⁸ Johnson, A. F. et Roberto, K. J. (2020). La pandémie de COVID-19 : L'heure du revenu de base universel ? *Public Administration and Development*, 40(4), 232.

⁸⁹ Voir : Initiative citoyenne européenne https://citizens-initiative.europa.eu/initiatives/details/2020/000003_en.

4.1 Initiatives de l'UE et expériences des États membres

Bien que la conception des systèmes de protection sociale relève principalement de la responsabilité des États membres (pour plus d'informations sur les contraintes juridiques, voir la section 4.2), l'apparition de la pandémie de Covid-19 a donné lieu à davantage de débats sur la nécessité de développer une politique sociale européenne par le biais d'une capacité fiscale commune. Un exemple en est le programme temporaire qu'est l'instrument de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE), qui a mobilisé d'importants moyens financiers pour lutter contre les conséquences économiques et sociales négatives de l'épidémie de coronavirus dans les États membres⁹⁰. Le SURE a fourni une assistance financière sous forme de prêts pour aider les pays membres à mettre en place des programmes de chômage partiel et d'autres mesures similaires. Certes, le SURE est loin d'être un exemple de RBU, mais il représente néanmoins une étape importante pour l'UE dans la mise en œuvre de mesures visant à protéger les citoyens et à atténuer les conséquences socio-économiques négatives.

De même, l'UE a tenté de développer l'idée d'un « système européen de revenu minimum » afin de s'assurer que tous les citoyens européens puissent avoir accès à un niveau minimum de ressources en cas de difficultés économiques. À ce jour, les régimes de revenu minimum des pays membres de l'UE sont très différents en termes de couverture et de prestations accordées. Selon les données de l'UE, environ 35 % des travailleurs exposés au risque de pauvreté ne sont pas couverts par les prestations nationales ou le montant accordé par les pays est inférieur au seuil de pauvreté. Dans le même temps, il n'existe pas de politiques bien développées permettant aux citoyens les plus nécessiteux de recevoir des prestations et d'accéder au marché du travail⁹¹. Conformément au plan d'action du pilier européen des droits sociaux⁹², en janvier 2023, le Conseil a formulé des recommandations sur le revenu minimum adéquat garantissant l'inclusion active, en s'appuyant sur une recommandation précédente du Conseil (92/441/CEE) et sur la recommandation de la Commission (2008/867/CE)⁹³ dans le but de définir des critères communs pour la protection sociale et les mesures d'inclusion pour les citoyens exclus du marché du travail. Parallèlement, lors de la conférence sur le revenu minimum et les politiques d'inclusion sociale dans le cadre de la protection sociale européenne qui s'est tenue en octobre 2023⁹⁴, le secrétaire d'État permanent allemand au travail et aux affaires sociales, Rolf Schmachtenberg, a appelé les pays membres de l'UE à coordonner leur politique de protection sociale afin de surmonter les lacunes du marché du travail européen. Une telle initiative semble être soutenue par la Belgique, qui assure la présidence de l'UE au cours du premier trimestre 2024 et qui mettra l'accent sur les régimes de protection sociale au niveau de l'UE. Cependant, en ce qui concerne le RBU lui-même, il n'y a pas de capacité européenne à développer une telle politique sociale à l'heure actuelle.

⁹⁰ Voir : [SURE \(europa.eu\)](https://europa.eu).

⁹¹ Voir : Commission européenne, Emploi, affaires sociales et inclusion, <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=1092>.

⁹² Voir : Commission européenne, Le pilier européen des droits sociaux en 20 principes, https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/economy-works-people/jobs-growth-and-investment/european-pillar-social-rights/european-pillar-social-rights-20-principles_en.

⁹³ Voir la recommandation de la Commission du 3 octobre 2008 sur l'inclusion active des personnes exclues du marché du travail : Recommandation de la Commission du 3 octobre 2008 relative à l'inclusion active des personnes exclues du marché du travail (notifiée sous le numéro C(2008) 5737), <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?uri=celex%3A32008H0867>.

⁹⁴ Voir : Déclaration d'Aranjuez, 16 octobre 2023, <https://www.lamoncloa.gob.es/serviciosdeprensa/notasprensa/inclusion/Documents/2023/161023-AranjuezDeclaration.pdf>.

Néanmoins, il existe plusieurs exemples de pays membres qui mettent en œuvre des formes de RBU, même pour une courte période, afin de tester son efficacité (voir le tableau 2 ci-dessous). En 2017, la Finlande a notamment mené une expérience de RBU pendant deux ans en fournissant un revenu de base mensuel de 560 euros à 2 000 citoyens âgés de 28 à 58 ans, sélectionnés au hasard parmi les personnes bénéficiant d'allocations de chômage. Cette somme était garantie même si ces personnes avaient trouvé une forme d'emploi. La décision de mettre en œuvre une telle expérience a été prise par le gouvernement dirigé par l'ancien Premier ministre Juha Sipilä, qui avait pour objectif non seulement de réformer les régimes de sécurité sociale finlandais en réduisant les formalités administratives et d'adapter l'aide sociale à un environnement de travail en mutation, mais aussi de tester si différents modèles de prestations sociales pouvaient fonctionner et être mis en œuvre au niveau national⁹⁵. C'est pourquoi une forme expérimentale de RBU a été mise en place pour deux ans, du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018. Cependant, le gouvernement de coalition formé avec la droite populiste des Vrais Finlandais (aujourd'hui Parti des Finlandais) et d'autres partis a rendu de plus en plus difficile le maintien de l'expérience pour le Parti du Centre, qui était au pouvoir⁹⁶.

En ce qui concerne les autres pays européens, les débats politiques sur le RBU ont commencé en Espagne en 2014, lorsque le sujet a été introduit par le parti de gauche Podemos au cours de la campagne électorale pour les élections parlementaires européennes. Comme dans d'autres pays, l'idée a ensuite été abandonnée, car ses opposants craignaient qu'elle ne réduise l'incitation au travail, qu'elle ne favorise le « parasitisme social » et qu'elle n'augmente le nombre d'immigrés bénéficiant de l'aide sociale.⁹⁷ Toutefois, une forme temporaire de protection sociale, appelée *Ingreso Mínimo Vital*, a été approuvée en 2020 et vise à apporter un soutien financier aux familles dans le besoin, à prévenir le risque de pauvreté et d'exclusion sociale et à améliorer leurs chances d'inclusion sociale et professionnelle⁹⁸. Il s'agit certainement d'une révolution en Espagne, qui se caractérise, comme en Italie, par un modèle mixte d'État-providence, dans lequel les services sociaux financés par les impôts (par exemple, l'éducation et la santé) sont normalement et officieusement complétés par des formes d'aide sociale accordées par les liens familiaux⁹⁹.

L'IMV espagnol était similaire à celui introduit par le Mouvement 5 étoiles en Italie en 2019. Le « *Reddito di Cittadinanza* » visait à aider les gens à surmonter l'exclusion sociale et la pauvreté en fournissant des formes d'aide financière qui étaient toutefois liées aux citoyens sans emploi qui n'avaient pas accès à d'autres prestations. Cette forme de régime social n'était pas un revenu minimum d'insertion au sens strict et comme le montant fourni par le *Reddito di Cittadinanza* était assez faible, à savoir une moyenne de 500 euros par mois¹⁰⁰, il s'accompagnait souvent d'une augmentation du travail sur le

⁹⁵ Kangas, Olli, Signe Jauhiainen, Miska Simanainen, et Minna Ylikännö (2019) L'expérimentation du revenu de base 2017-2018 en Finlande : Résultats préliminaires. Helsinki : Ministère des affaires sociales et de la santé.

⁹⁶ Jimmy O' Donnell (2019), Pourquoi le revenu de base a échoué en Finlande, The Jacobin, <https://jacobin.com/2019/12/basic-income-finland-experiment-kela>.

⁹⁷ Perkiö, J., Rincón, L., & van Draanen, J. (2019). Framing basic income : Comparing media framing of basic income in Canada, Finland, and Spain. Dans The Palgrave international handbook of basic income (pp. 233-251). Palgrave Macmillan.

⁹⁸ La Moncloa (2020) El Gobierno aprueba el Ingreso Mínimo Vital, <https://www.lamoncloa.gob.es/consejodeministros/resumenes/Paginas/2020/290520-cministros.aspx>.

⁹⁹ Guerendiain-Gabás, I., Gil de Montes, L., Bobowik, M., & Arnosó-Martínez, M., Gouvernement espagnol, Revenu vital minimum, <https://www.seg-social.es/wps/portal/wss/internet/Trabajadores/PrestacionesPensionesTrabajadores/65850d68-8d06-4645-bde7-05374ee42ac7?changeLanguage=en>; Guerendiain-Gabás, I., Gil de Montes, L., Bobowik, M., & Arnosó-Martínez, M. (2023). Soutien au revenu de base inconditionnel en Espagne : Une question matérialiste ou post-matérialiste ? *Political Psychology*.

¹⁰⁰ Voir les données de l'Istituto Nazionale Previdenza Sociale italien, <https://www.inps.it/it/it/dati-e-bilanci/osservatori-statistici-e-altre-statistiche/dati-cartacei---rdc.html>.

marché noir. Les détracteurs du régime, qui a été annulé en juillet 2023 par le nouveau gouvernement italien dirigé par la coalition d'extrême droite des Frères d'Italie, de la Ligue et de Forza Italia, soutenaient que les dispositions savaient en quelque sorte la prédisposition des citoyens à travailler, puisqu'ils pouvaient recevoir une aide de l'État sans être poussés à trouver un emploi. Pourtant, en quatre ans, le *Reddito di Cittadinanza*, qui a coûté 28,7 milliards d'euros, a bénéficié à plus d'un million de familles italiennes¹⁰¹.

Même l'Allemagne dispose d'un régime social similaire, appelé *Bürgergeld*, qui a été approuvé en 2022 pour remplacer l'allocation de revenu de base (*Grundsicherung*) afin d'encourager les bénéficiaires à rechercher activement un emploi. L'initiative allemande fournit en moyenne 410 euros, en fonction des conditions sociales du demandeur, mais elle est conçue pour couvrir les frais de logement et de chauffage. En outre, il est prévu de permettre aux bénéficiaires de conserver 30 % de l'allocation si leur salaire est inférieur à 1 000 euros par mois¹⁰². En France, le Revenu de Solidarité Active (RSA)¹⁰³ a pour objectif de soutenir économiquement les personnes qui n'ont pas de revenus ou qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il existe certainement de nombreux autres exemples de formes de politiques sociales introduites par les gouvernements des pays membres. Cependant, à l'exception de la Finlande, les expériences susmentionnées ne sont pas des exemples complets de RBU, car les bénéficiaires doivent souvent être au chômage pour avoir droit à une aide financière. L'importance que le RBU pourrait jouer pour accroître le bien-être social et économique n'est cependant pas totalement niée. Par exemple, en 2020, l'Institut allemand de recherche économique et la start-up *Mein Grundeinkommen* ont lancé un projet pilote visant à transférer environ 1 200 euros à 120 personnes par mois pendant trois ans¹⁰⁴. De même, en janvier 2023, la Catalogne a lancé un projet pilote RBU dans le cadre duquel 5 000 citoyens de toute la Catalogne et de deux villages sélectionnés recevront 800 euros par mois pendant deux ans afin d'étudier l'impact du RBU sur les communautés¹⁰⁵.

Tab. 2: Exemples d'initiatives et de politiques sociales des États membres en matière de RBU

Période	Pays	Mesure politique (RBU ou politique sociale)	Description
2017-2018	Finlande	RBU	560 euros à 2000 citoyens, âgés de 28 à 58 ans, sélectionnés de manière aléatoire parmi les bénéficiaires d'allocations de chômage
2020	Espagne	Prestations sociales : <i>Ingreso Mínimo Vital</i>	Fournit une aide financière aux familles dans le besoin, en prévenant le risque de pauvreté et d'exclusion sociale et en améliorant leurs chances d'insertion sociale et professionnelle.
2019- 2023	Italie	Prestations sociales : <i>Reddito di cittadinanza</i>	Fournit une aide financière aux familles dans le besoin, en prévenant le risque de pauvreté et d'exclusion sociale et en améliorant leurs chances d'insertion sociale et professionnelle.
2020	Allemagne	Prestations sociales : <i>Bürgergeld</i>	Le montant de l'allocation s'élève en moyenne à 410 euros, en fonction des conditions sociales du demandeur, mais elle est destinée à couvrir les frais de

¹⁰¹ Voir les données de l'Istituto Nazionale Previdenza Sociale italien, [Portale Inps - Dati cartacei - RDC](#).

¹⁰² Corner (17 octobre 2023), l'Allemagne demande que le "revenu de base universel" soit approuvé à l'échelle de l'UE <https://thecorner.eu/news-europe/germany-calls-for-eu-wide-minimum-living-income-to-be-approved/111396/>.

¹⁰³ Voir Gouvernement français : [RSA CAF : conditions, montant, simulation | Mes-Allocs.fr](#).

¹⁰⁴ Voir la page web du projet : <https://www.pilotprojekt-grundeinkommen.de/english>.

¹⁰⁵ Voir : the Major.EU (2023) Catalonia's Universal Basic Income try out to start on 1 January 2023, <https://www.themayor.eu/en/a/view/catalonia-s-universal-basic-income-tryout-to-start-on-1-january-2023-10914>.

			logement et de chauffage. En outre, il est prévu de permettre aux bénéficiaires de conserver 30 % de l'allocation si leur salaire est inférieur à 1 000 euros par mois.
2008	France	Prestations sociales : Revenu de Solidarité Active	Fournir une moyenne de 607,75 € pour soutenir économiquement les personnes qui n'ont pas de revenu ou qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.
2023	Catalogne	RBU	5 000 citoyens de toute la Catalogne et de deux villages sélectionnés recevront 800 euros par mois pendant deux ans pour étudier également l'impact du RBU sur les communautés.
2020-2023	Allemagne	RBU	projet pilote visant à transférer environ 1 200 euros à 120 personnes sur une base mensuelle pendant trois ans.

Source : recherches du CEP et études propres des États membres.

En résumé, le RBU reste un sujet de débat en Europe et son contexte social, politique et économique est jugé incertain. Les détracteurs européens du RBU soutiennent qu'il pourrait non seulement avoir des effets négatifs sur les incitations au travail, mais qu'en fournissant aux citoyens un pouvoir d'achat plus élevé, il entraînerait une augmentation de l'inflation et des coûts de production. Il en résulterait une baisse des salaires réels qui réduirait le niveau de vie global. Bien qu'il y ait peu de preuves à l'appui de ce point de vue, étant donné que le RBU pourrait difficilement être plus inflationniste que toute autre tendance imprévisible du marché, il est évident que la raison d'être du RBU va au-delà de l'impératif moral d'aider les personnes en détresse financière. Elle englobe également la nécessité d'explorer des solutions innovantes pour relever les défis posés par l'automatisation et l'évolution des marchés du travail, comme indiqué dans la section précédente, mettant ainsi à l'épreuve la capacité d'adaptation de l'être humain. À cet égard, il est très difficile d'évaluer empiriquement le RBU ou de prédire ses effets futurs, car les anciennes catégories de marché sur les politiques de l'emploi ne sont plus guère applicables à l'ère de l'IA générative.

Une conclusion importante est que l'expérience du RBU en Finlande a prouvé que ses détracteurs avaient tort. En effet, le revenu garanti inconditionnel fourni n'a pas réduit les incitations des citoyens à travailler ; au contraire, il a eu un impact positif sur l'emploi¹⁰⁶. En outre, le revenu garanti inconditionnel a amélioré le bien-être des citoyens dans de multiples domaines, de la santé à la confiance dans les institutions nationales, en passant par l'augmentation de la solidarité sociale et la réduction de la stigmatisation liée à la pauvreté. Néanmoins, il semble que les résultats des expériences n'aient pas conduit à l'adoption du projet au niveau national pour des raisons politiques. En effet, le RBU a été perçu par certains acteurs comme un moyen de saper le système de chômage basé sur les revenus, contrôlé par les syndicats et les associations d'employeurs. En outre, pour les syndicats, le RBU était trop coûteux et aurait entraîné une augmentation du déficit budgétaire national, ce qui aurait probablement nécessité une augmentation des impôts¹⁰⁷.

¹⁰⁶ Tera Allas, Jukka Maksimainen, James Manyika et Navjot Singh (2020), An experiment to inform universal basic income, McKinsey, <https://www.mckinsey.com/industries/social-sector/our-insights/an-experiment-to-inform-universal-basic-income>.

¹⁰⁷ Jimmy O' Donnell (2019), Why Basic Income Failed in Finland, The Jacobin, <https://jacobin.com/2019/12/basic-income-finland-experiment-kela> Why Le revenu de base a échoué en Finlande (jacobin.com).

4.2 Comment financer le RBU dans l'UE ?

Les expériences européennes antérieures en matière de régimes d'essai nous apprennent que le succès de la mise en œuvre du RBU dépend en grande partie du soutien du public et de l'obtention d'un consensus politique. En effet, un RBU bien administré pourrait simplifier les programmes sociaux existants, ce qui réduirait la charge bureaucratique pour l'État qui doit fournir différentes formes de prestations sociales, entraînant ainsi une baisse des coûts des soins de santé et des services sociaux. Plus important encore, comme le montre la section 3, le RBU peut être un outil utile pour accroître la résilience économique et sociale à l'ère hautement perturbatrice de l'IA. Toutefois, les montants versés dans le cadre des régimes d'essai existants en Europe montrent également que l'extension de toute forme de RBU à l'échelle continentale nécessitera d'importants montants de financement. D'un point de vue européen, quelles pourraient être les sources de financement possibles ? Cette question devient de plus en plus importante dans le contexte d'une dette publique élevée à la suite de la pandémie de Covid-19 et des investissements que le changement climatique nécessitera. Le reste de cette section examine donc trois possibilités qui s'opposent à des degrés divers à la diffusion de l'IA : une taxe sur l'IA bénéficiant aux professionnels des données tels que les artistes, une taxe plus générale sur les technologies au niveau de l'UE, comme la France le réclame depuis longtemps, et enfin, la proposition la plus générale, un impôt mondial sur la fortune.

En septembre 2023, une faction de députés français a proactivement élaboré une législation traitant des complexités des droits d'auteur à l'ère de l'IA, montrant comment l'adaptation de la politique nationale dans les différents États membres de l'UE pourrait être mise à profit pour soutenir le RBU¹⁰⁸. Le projet, qui n'a pas encore été ratifié à l'heure où nous écrivons ces lignes, s'attaque au défi posé par la propension de l'IA à générer de nouveaux contenus en s'appuyant sur des œuvres d'art préexistantes. Il stipule que le droit d'auteur d'une œuvre d'art générée par l'IA devrait être dévolu à l'artiste qui a contribué de manière substantielle à la création de l'IA ou, à défaut, aux artistes qui ont servi d'inspiration à l'IA. Toutefois, des problèmes se posent dans les cas où il n'est pas possible de discerner les influences artistiques spécifiques sur l'IA. Pour y remédier, la proposition de loi préconise l'imposition d'une taxe aux entreprises d'IA. Les recettes générées seraient confiées à une agence nationale chargée de la rémunération équitable des artistes, un mécanisme qui reflète les pratiques adoptées dans l'industrie musicale française. Cette approche fiscale innovante pourrait potentiellement être exploitée comme un canal financier viable pour soutenir la réalisation d'une forme européenne de RBU à l'ère de l'IA.

Une autre piste consisterait à cibler le secteur numérique dans son ensemble, c'est-à-dire indépendamment du degré de mise en œuvre de modèles d'IA spécifiques. Depuis une dizaine d'années, des dizaines de mesures relatives à la fiscalité du numérique ont été proposées ou mises en œuvre dans le but de réformer les faibles taux d'imposition disponibles dans certains pays et la capacité des multinationales de la Big Tech à gagner des revenus sans avoir de présence physique ou à transférer des revenus vers des juridictions à faible taux d'imposition¹⁰⁹. Depuis plusieurs années, le président français Emmanuel Macron pousse l'UE à travailler à la mise en place d'une telle taxe numérique à l'échelle de l'UE sur les grandes multinationales de la technologie¹¹⁰. Dans ce contexte, les dirigeants de l'UE ont initialement accepté, en principe, d'introduire une taxe numérique ciblant les grandes entités

¹⁰⁸ La loi peut être consultée ici : [Proposition de loi n°1630 - 16e législature - Assemblée nationale \(assemblee-nationale.fr\)](https://www.assemblee-nationale.fr/16/proposition-de-loi/1630).

¹⁰⁹ Faulhaber, Lilian V. (2020). Taxing Tech : The Future of Digital Taxation, SSRN, <https://ssrn.com/abstract=3460741>.

¹¹⁰ [Macron : nous voulons une taxe numérique européenne sur les grandes entreprises technologiques | Reuters](https://www.reuters.com/technology/france-macron-wants-eu-digital-tax-2023-09-14/).

technologiques dans le cadre d'une stratégie plus large visant à augmenter les ressources budgétaires essentielles à la reprise après une pandémie¹¹¹. Cette tendance à taxer les géants de la technologie, tels qu'Amazon et Facebook, s'explique par le fait qu'il est de plus en plus impératif que ces entreprises numériques prospères contribuent à une part équitable des revenus générés dans les juridictions où elles opèrent. Ces propositions d'ajustements fiscaux coïncident avec un débat plus large et continu mené par l'OCDE, qui préconise une approche à deux volets visant à garantir que les entreprises paient des impôts là où des profits économiques substantiels sont générés, et à établir une base d'imposition minimale pour atténuer l'érosion des assiettes fiscales dans les différentes juridictions. Toutefois, la mise en œuvre d'une telle taxe numérique en Europe s'avère complexe, notamment en raison des tensions commerciales potentielles liées aux représailles, de la nécessité de mettre en place un cadre universellement acceptable et de veiller à ce que la structure fiscale n'entrave pas indûment l'innovation et l'activité économique. Ces difficultés sont apparues clairement en juillet 2021, lorsque l'UE a gelé son projet de taxe numérique visant à taxer les géants de la technologie en ligne, sous la pression des États-Unis¹¹².

Enfin, on pourrait s'appuyer sur les revenus générés par un impôt mondial sur la fortune. Un laboratoire de recherche basé à Paris et financé par l'Union européenne a récemment publié un rapport complet préconisant l'imposition d'un impôt mondial sur la fortune d'au moins 2 % par an aux 2 756 personnes les plus riches du monde¹¹³. Mettant en évidence les insuffisances des systèmes fiscaux, le rapport souligne que ces personnalités fortunées paient en réalité des impôts insignifiants, à des taux allant de 0 à 0,5 %, par rapport à leur immense fortune, principalement en s'appuyant sur des sociétés de portefeuille personnelles pour contourner l'impôt sur le revenu à la limite de la légalité. La réforme fiscale proposée vise à cibler la richesse, plutôt que le revenu, de ces milliardaires, afin de remédier aux déséquilibres systémiques et de favoriser un cadre fiscal plus équitable, ce qui est conforme aux exigences de l'ère de l'IA décrites dans la section précédente. La recherche estime que la mise en œuvre de ce modèle fiscal innovant pourrait potentiellement générer un afflux de recettes substantiel, de l'ordre de 236 milliards d'euros, contribuant ainsi à un paysage économique mondial plus équitable et fournissant le financement nécessaire à un ambitieux système de revenu universel. Alors que l'UE a repris certaines compétences sur certains aspects de la politique sociale, l'introduction du RBU au niveau européen impliquerait que les pays membres réforment les traités afin de donner aux institutions européennes le pouvoir de mettre en œuvre une politique sociale aussi révolutionnaire. Actuellement, les traités ne donnent pas à l'UE le pouvoir d'intervenir sur les politiques sociales, qui sont traditionnellement considérées comme la chasse gardée des États membres. Dans le même temps, un consensus politique important serait nécessaire, ce qui est difficilement réalisable compte tenu des différentes normes et tendances économiques en vigueur au sein de l'UE. À cet égard, il pourrait être plus facile d'envisager la création d'un RBU au sein de la zone euro, où les pays partagent au moins la même monnaie. Cependant, le même montant d'euros versé à un Allemand ne serait pas équivalent à celui versé à un Slovaque, car le coût de la vie est plus élevé en Allemagne. Par conséquent, même s'il est adopté au niveau de l'UE, le RBU devrait être adapté au pays auquel il est destiné. Enfin, le RBU

¹¹¹ Le résumé suivant des projets de l'UE en matière de fiscalité numérique est basé sur : De Mooij, Ruud, Alexander Klemm, et Victoria Perry, eds. 2021. *Corporate Income Taxes under Pressure : Why Reform Is Needed and How It Could Be Designed*. Washington, DC : Fonds monétaire international.

¹¹² Voir : Abdel-Sadek (2021), [Big Tech and Digital Taxation reforms in the EU and MENA : EuroMeSCo - Euro-Mediterranean Research, Dialogue, Advocacy](#).

¹¹³ Annette Alstadsæter, Sarah Godar, Panayiotis Nicolaidis et Gabriel Zucman (2023), *Global Tax Evasion Report 2024*, [Global Tax Evasion Report 2024 - Eutax \(taxobservatory.eu\)](#). Voir aussi : [Global "billionaires tax" could raise €236bn, report finds \(euobserver.com\)](#).

exigerait des pays membres qu'ils harmonisent leur législation nationale en matière de politique sociale. En effet, le RBU remplacerait en quelque sorte toutes les autres formes d'aide sociale liées au chômage ou aux prestations sociales, lesquelles diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre. En réalité, cela semble très improbable, voire irréalisable. Des recherches plus approfondies sont nécessaires sur les interactions entre le RBU et la diminution des dépenses d'autres programmes¹¹⁴.

Tab. 3: Estimation du coût total d'un système de RBU à l'échelle européenne

Pays	Coût de la vie en 2017	Montant du RBU par citoyen et par mois	Montant du RBU x un citoyen x un an	Popula-tion ¹¹⁵	Coût du RBU par pays
Irlande	157,19	582,45 €	6.989,46 €	5.194.336	36.305.593.738,14 €
Luxembourg	156,4	579,53 €	6.954,33 €	660809	4.595.484.321,26 €
Finlande	151,13	560,00 €	6.720,00 €	5563970	37.389.878.400,00 €
Pays-Bas	137,57	509,75 €	6.117,05 €	17811291	108.952.632.272,13 €
Belgique	136,89	507,23 €	6.086,82 €	11754004	71.544.482.781,73 €
France	135,27	501,23 €	6.014,78 €	68070697	409.430.581.559,17 €
Autriche	134,56	498,60 €	5.983,21 €	9104772	54.475.803.404,69 €
Allemagne	127,47	472,33 €	5.667,96 €	84358845	478.142.338.733,86 €
Italie	124,24	460,36 €	5.524,34 €	58850717	325.111.095.733,06 €
Espagne	113,82	421,75 €	5.061,01 €	48059777	243.230.998.861,25 €
Chypre	108,2	400,93 €	4.811,12 €	920701	4.429.599.549,42 €
Portugal	106,46	394,48 €	4.733,75 €	10467366	49.549.863.500,95 €
Grèce	104,66	387,81 €	4.653,71 €	10394055	48.370.918.223,62 €
Slovénie	103,47	383,40 €	4.600,80 €	2116792	9.738.929.574,36 €
Malte	101,71	376,88 €	4.522,54 €	542051	2.451.446.360,43 €
Estonie	96,58	357,87 €	4.294,43 €	1365884	5.865.696.787,92 €
Slovaquie	93,82	347,64 €	4.171,71 €	5428792	22.647.341.121,93 €
Lettonie	89,68	332,30 €	3.987,62 €	1883008	7.508.727.704,60 €
Lituanie	79,09	293,06 €	3.516,74 €	2857279	10.048.305.153,57 €
Montant total par an					1.929.789.717.782,08 €

Source : Composition propre et indice du coût de la vie de la zone euro : Composition propre et indice du coût de la vie dans la zone euro.

Cependant, pour les besoins de l'argumentation, imaginons une UE où le RBU fait l'objet d'un consensus politique, où les traités peuvent être modifiés (ce qui devient de plus en plus probable dans le contexte de l'élargissement prévu de l'UE) et où les législations nationales sont harmonisées. Quel serait le coût d'un véritable RBU¹¹⁶ ? Pour estimer grossièrement le coût du RBU, nous prenons en

¹¹⁴ Voir : Hasdell (2020), What we know about Universal Basic Income : A cross-synthesis of reviews. Stanford, CA : Basic Income Lab, [Umbrella Review BI final.pdf \(stanford.edu\)](#).

¹¹⁵ [Statistiques | Eurostat \(europa.eu\)](#).

¹¹⁶ Nous sommes bien conscients de l'existence d'une vaste littérature économique sur la manière de financer un UBI, mais pour des raisons d'argumentation, nous nous limiterons à une brève estimation, qui n'a pas pour but de fournir une réponse holistique. Le lecteur intéressé est invité à se référer à la récente revue de littérature de : Conesa et al. (2023), [A quantitative evaluation of universal basic income](#), Journal of Public Economics. Pour les incertitudes intrinsèques liées à l'estimation des coûts de l'UBI, voir : Blum et al. (2023), The New Ordoliberalism - A Case for RBU ?, [2023-12-07 New Ordoliberalism_A Case for UBI Working Paper Draft.pdf \(uni-freiburg.de\)](#), en particulier p. 27.

compte l'indice du coût de la vie de la zone euro¹¹⁷ calculé en 2017, et le montant du RBU fourni en Finlande la même année (560 euros * 12 mois) et nous l'ajustons au coût de la vie des autres pays membres de la zone euro (Croatie exclue). Ensuite, pour obtenir une estimation simplifiée de l'enveloppe, nous avons multiplié la somme par le nombre de citoyens dans les pays de la zone euro en 2017, à savoir environ 345 millions. Selon ce calcul, le coût total s'élèverait à plus de 1 929 milliards d'euros par an, soit environ 17 % du PIB de la zone euro (tableau 3)¹¹⁸.

En 2017, les dépenses totales des gouvernements de la zone euro en matière de protection sociale, couvrant la maladie et l'invalidité, la vieillesse, les survivants, la famille et les enfants, le chômage, le logement, la R&D, la protection sociale et l'exclusion sociale, s'élevaient à 28,8 % du PIB de la zone euro (11 224 918 millions d'euros)¹¹⁹, soit environ 3232 milliards d'euros¹²⁰. À cet égard, l'introduction du RBU, en remplaçant la plupart de ces régimes de politique sociale existants serait, d'un point de vue purement théorique, économiquement viable - surtout si elle est partiellement financée par les nouvelles formes d'impôts susmentionnées, car elle ne remplacerait qu'une partie des coûts des services sociaux. Cela est nécessaire, car l'étude susmentionnée menée par l'OCDE souligne qu'il faut trouver des recettes fiscales supplémentaires et augmenter les dépenses globales si l'on veut éviter une augmentation du risque de pauvreté¹²¹.

Nos hypothèses et nos calculs sont étayés par une étude récente menée par le DIW Berlin, qui utilise un modèle de microsimulation pour analyser les effets fiscaux et distributifs de l'introduction d'un RBU en Allemagne¹²². L'étude propose un RBU de 1 200 euros par mois pour les adultes et de 600 euros pour les enfants de moins de 18 ans, avec un coût annuel total estimé à 1,1 trillion d'euros, soit environ un quart de la production de l'économie allemande. Ce RBU remplacerait toutes les prestations sociales, ce qui permettrait d'économiser 100 milliards d'euros par an, soit une dépense nette d'environ 1 000 milliards d'euros. L'étude suggère que ce montant pourrait être largement financé par un impôt uniforme de 50 % sur tous les revenus du travail et du capital, complété par une TVA standard et une taxe sur le CO₂. Le modèle prévoit un allègement financier significatif pour les 70 à 80 % de revenus les plus faibles, y compris la classe moyenne, tandis que les 10 % de revenus les plus élevés subiraient une réduction de 15 % de leurs revenus. Par conséquent, ce modèle de RBU entraînerait des effets de redistribution substantiels dans la société et réduirait l'inégalité économique. Les calculs montrent clairement que **l'introduction d'un tel système est financièrement réalisable au sens le plus strict du terme**. Alors que le modèle fiscal proposé par le DIW laisserait un déficit de financement de près de 200 milliards d'euros, celui-ci pourrait être couvert par l'une des taxes spéciales mentionnées ci-dessus, par exemple sur les géants du numérique tels que Google.

Mais au-delà des impôts, le RBU pourrait également être interprété comme un investissement de ces géants du numérique dans le perfectionnement ou la requalification des travailleurs du secteur des données. Étant donné que l'IA a besoin de données pour fonctionner, et que les données sont fournies

¹¹⁷ Données extraites de : Coût de la vie dans la zone euro, TheGlobalEconomy.com.

¹¹⁸ Voici la formule pour calculer le coût de le RBU : X est le montant de le RBU dans chaque pays de la zone euro, F est le montant annuel de le RBU en Finlande en 2017 (560*12), Yf est le coût de la vie en Finlande en 2017, Yn= le coût de la vie dans chaque pays de la zone euro en 2017, Pn= la population dans chaque pays : Le RMI annuel par citoyen dans chaque pays = $F/Yf=X/Yn$, $X= F*Yn/Yf$ et le coût du RMI annuel = la somme de $(X*Pn)$.

¹¹⁹ [Statistiques | Eurostat \(europa.eu\)](#).

¹²⁰ [Dépenses publiques de protection sociale - Produits Eurostat Actualités - Eurostat \(europa.eu\)](#).

¹²¹ OCDE (2017), Le revenu de base comme option politique, <https://www.oecd.org/social/Basic-Income-Policy-Option-2017.pdf>.

¹²² Stefan Bach et Mark Hamburg (2023), Simulationsanalysen zur Finanzierbarkeit des bedingungslosen Grundeinkommens, DIW Berlin : Politikberatung kompakt 195, [Steuerwandel \(diw.de\)](#).

par les citoyens, un tel programme pourrait être interprété comme un investissement de l'IA dans ses travailleurs, et pourrait donc être financé par les gains de productivité générés par l'IA. En allouant une partie du RBU sous forme de bons pour la requalification de la main-d'œuvre traditionnelle, on pourrait donner à ces travailleurs les moyens de s'adapter à l'évolution du paysage professionnel. Le financement pourrait provenir des gains de productivité substantiels attribués aux progrès de l'IA, traduisant effectivement l'expansion économique induite par l'IA en un avantage tangible et direct pour la main-d'œuvre. Au lieu d'introduire un simple filet de sécurité, comme proposé dans le débat traditionnel et désormais dépassé sur le RBU, cette approche envisagerait plutôt une forme de dividende ou de rendement sur le stock de capital collectif de l'IA. Si tous les professionnels du secteur des données assument un rôle de partie prenante dans l'économie fondée sur l'IA, cela favorisera un modèle économique plus inclusif et participatif et renforcera le contrat social à l'ère de l'IA.

5 Conclusion : Naviguer en période de fragilité

Les technologies d'IA générative ne transforment pas seulement la nature des emplois, mais présentent également un risque important de remplacement d'emplois, en particulier dans les régions riches où jusqu'à 10 % des emplois, affectant près de 20 millions d'individus en Europe, pourraient être menacés. Ce remplacement sera probablement plus prononcé dans les secteurs créatifs et hautement qualifiés, ce qui pourrait entraîner des troubles sociaux. Dans ce contexte, la mise en œuvre de programmes d'essai du RBU a donné des résultats prometteurs en matière d'emploi et de bien-être, remettant en cause le scepticisme de longue date quant à la faisabilité et à l'utilité du RBU. La perspective d'un RBU paneuropéen est en outre étayée par l'argument selon lequel il pourrait être financièrement viable en réaffectant certaines dépenses sociales existantes et en introduisant des stratégies fiscales numériques innovantes. Cependant, le manque de preuves empiriques complètes sur les effets à long terme du RBU sur les incitations au travail, associé au potentiel de l'IA pour atténuer la pénurie imminente de main-d'œuvre qualifiée, souligne l'urgence d'une recherche plus approfondie avant de déployer tout programme de RBU à grande échelle à travers l'Europe.

À l'ère de l'IA et des changements exponentiels, qui remodelent les modèles d'entreprise, l'essence de l'éducation et la dynamique des marchés du travail, il est impératif d'adopter une approche plus agile de la politique sociale. Plutôt que de recourir à des taxes sur l'automatisation et la robotique - qui pourraient entraîner des pertes de bien-être et une allocation inefficace des ressources - une forme repensée d'assurance revenu de base pourrait servir de tampon plus efficace pendant les périodes de bouleversements technologiques et aider à compenser le manque de demande globale dans nos économies de plus en plus numérisées. Elle fournirait également un mécanisme efficace pour relocaliser les emplois et les entreprises avec plus de souplesse, comme l'exigent l'économie mondialisée et les bouleversements technologiques provoqués par les modèles génératifs d'IA. Enfin, il rémunérerait des activités utiles, telles que les activités privées productrices de données, qui ne sont actuellement pas rémunérées. Les biens communs numériques, tels que les logiciels libres, en sont la meilleure illustration. Dans ce cas, la société tire un grand bénéfice des activités de quelques volontaires qui utilisent leur temps et leurs connaissances sans être rémunérés par qui que ce soit, bien que tout le monde en profite. Il en va de même pour les outils modernes d'IA générative tels que ChatGPT, qui sont formés sur la base de données textuelles privées, sans que les citoyens ne soient rémunérés par OpenAI.

En effet, pour être un moyen viable, le RBU doit être réinventé et devenir non seulement un moyen de soutien, mais également une mesure collective de partage des risques pour aider les citoyens à se perfectionner ou à se reconverter. Si nous concevons le RBU dans cette perspective, on pourrait

également soutenir que ce dernier pourrait être financé par l'augmentation des profits générés par l'IA, puisque chaque citoyen est un travailleur de l'IA, fournissant les données nécessaires au fonctionnement de l'industrie numérique et des robots. En résumé, nous proposons qu'à l'ère de l'IA générative, le RBU ne soit pas considéré comme un instrument sociopolitique purement général, mais comme une réponse conceptuelle possible aux caractéristiques spécifiques de la technologie numérique exponentielle et à ses effets systémiques sur l'éducation et le marché du travail. L'introduction accélérée de robots est une situation logique compte tenu de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, mais elle est problématique dans le système actuel. En revanche, un filet de sécurité de type RBU peut (en partie) résoudre le problème et, selon notre hypothèse, assurer son propre financement en permettant l'adoption accélérée de solutions d'IA. Cela favoriserait une société plus inclusive et plus résiliente face aux progrès technologiques rapides et au stress géopolitique.

**Auteurs :**

Anselm Küsters, LL.M.

Chef de la division Numérisation et nouvelles technologies

kuesters@cep.eu

Dr. Eleonora Poli

Chef de l'analyse économique et de l'engagement des entreprises Centro Politiche Europee | ROMA

poli@cep.eu

Centrum für Europäische Politik FREIBURG | BERLIN

Kaiser-Joseph-Straße 266 | D-79098 Freiburg

Schiffbauerdamm 40 Raum 4315 | D-10117 Berlin

Tél. + 49 761 38693-0

Centre de Politique Européenne PARIS

17 rue Saint Fiacre | F-75002 Paris

Tél. + 33 1 45 54 91 55

Centro Politiche Europee ROMA

Via G. Vico, 1 | I-00196 Roma

Tél. +390684388433

Le **Centrum für Europäische Politik** FREIBURG | BERLIN, le **Centre de Politique Européenne** PARIS, et le **Centro Politiche Europee** ROMA forment le **réseau des Centres de Politique Européenne** FREIBURG | BERLIN | PARIS | ROMA.

Exempt d'intérêts particuliers et neutre sur le plan politique, le réseau des Centres for European Policy Network fournit une analyse et une évaluation de la politique de l'Union européenne, dans le but de soutenir l'intégration européenne et de défendre les principes d'un système économique de libre marché.